

**Document du
Groupe de la Banque mondiale**

À USAGE OFFICIEL

Report No. _____

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

REVUE A MI-PAROURS DE LA STRATEGIE DE PARTENARIAT-PAYS

POUR

LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

POUR LA PERIODE DES EXERCICES 2014-2017

3 mai 2016

**Unité de gestion-pays, Djibouti
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Association internationale de développement**

**Unité de stratégie
Région Afrique
Société financière internationale**

Agence multilatérale de garantie des investissements

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte et ne peut être utilisé par les bénéficiaires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut par ailleurs être divulgué sans l'autorisation du Groupe de la Banque mondiale.

Dernière stratégie de partenariat-pays (Rapport No. 83874-DJ): 13 mars 2014

EXERCICE FINANCIER: 1^{er} janvier au 31 décembre

MONNAIE LOCALE: Unité monétaire = Francs Djibouti

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AF	Financement supplémentaire
AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque africaine de développement
ASA	Services de conseil et d'analyse
CARAD	Approche globale d'évaluation des risques à Djibouti
DISED	Direction de la statistique et des études démographiques
DRDIP	Projet de réponse du développement aux impacts liés aux déplacements dans la Corne de l'Afrique
EDAM	Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux
ESMAP	Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique
ESW	Recherche économique et sectorielle
EU	Union européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIRST	Initiative de renforcement et de la réforme du secteur financier
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
AID	Association internationale de développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
SFI	Société financière internationale
IMF	Fonds monétaire international
JSDF	Fonds japonais de développement social
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIGA	Agence de garantie d'investissement multilatéral
PIU	Unités de mise en œuvre des projets
PLR	Document de revue à mi-parcours
PPP	Parité de pouvoir d'achat ou Partenariat public-privé
PRODERMO	Projet de Développement Communautaire Rural et de Mobilisation des Eaux
RBF	Financement basé sur les résultats
PME	Petites et moyennes entreprises
SOE	Entreprise publique
SORT	Outil d'évaluation des risques des activités systématiques
SSNP	Projet du filet de sécurité sociale
SPP	Stratégie de partenariat-pays
TA	Assistance technique
UGP	Unité de gestion de projet
UMP	Union pour la Majorité Présidentielle
UNHCR	Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés
USN	Union pour le Salut National
GBM	Groupe de la Banque mondiale

	AID	SFI	MIGA
Vice-Président:	Hafez M. H. Ghanem	Snezana Stoilkovic	Keiko Honda
Directeur:	Asad Alam	Cheikh O. Seydi	Dan Biller (Interim)
Chef d'équipe:	Homa-Zahra Fotouhi	Adamou Labara	Persephone Economou

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE DU PAYS ET CHANGEMENTS RECENTS	2
A. CHANGEMENTS POLITIQUES ET SECURITAIRES	2
B. DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS	3
C. REDUCTION DE LA PAUVRETE ET PROSPERITE PARTAGEE	4
III. RÉCAPITULATIF DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME	6
A. PROGRES REALISES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA SPP	7
B. PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE.....	8
C. EVOLUTION DES PARTENARIATS ET EFFETS DE LEVIER	10
IV. LEÇONS EMERGENTES	10
V. AJUSTEMENTS DE LA STRATEGIE DE PARTENARIAT PAYS	12
VI. RISQUES POUR LE PROGRAMME DE LA SPP	21

ANNEXES

ANNEXE 1: MISE A JOUR DU CADRE DE RESULTATS DE LA SPP ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	3
ANNEXE 2: RESUME DES MODIFICATIONS ENTRE LE CADRE DE RESULTATS INITIAUX DE LA SPP ET LE CADRE DE RESULTATS DE LA PLR REVISES	29
ANNEXE 3 : PROGRES DANS L'ATTEINTE DES RESULTATS INITIAUX DE LA SPP.....	291
ANNEXE 4: DJIBOUTI ET LES OMD.....	38
ANNEXE 5: CERTAINS RESULTATS DES INTERVENTIONS DU GROUPE BANQUE MONDIALE A DJIBOUTI.....	37
ANNEXE 6: RESULTATS DU SONDAGE D'OPINION NATIONAL	412
ANNEXE 7A: PORTEFEUILLE IDA DE DJIBOUTI EN MARS 2016	423
ANNEXE 7B: PORTEFEUILLE DE DJIBOUTI POUR LE FONDS FIDUCIAIRES EXECUTES PAR LE BENEFICIAIRE ET PAR LA BANQUE EN MARS 2016	434

I. INTRODUCTION

- 1. La Première Stratégie de Partenariat-Pays (SPP) conjointe IDA-SFI-MIGA pour les exercices 2014 à 2017 pour Djibouti a été examinée par le Conseil d'administration en mars 2014.** La SPP est ancrée dans la Vision 2035 du gouvernement de Djibouti, un plan de développement à long terme qui se concentre sur l'intégration économique, la gouvernance et le développement humain et continue à orienter les objectifs de développement de Djibouti de nos jours. La SPP reflète la compréhension dans la Vision 2035 que le modèle de croissance à forte intensité de capitaux de Djibouti, dominé par le secteur public n'est plus soutenable et que de nouvelles approches sont nécessaires pour remédier aux vulnérabilités et accélérer la création d'emplois pour la réduction de la pauvreté et la prospérité partagée. La SPP repose sur deux piliers : réduction de la vulnérabilité et renforcement de l'environnement des affaires. Elle met l'accent sur le renforcement institutionnel et le genre comme thèmes transversaux. La SPP a été conçue autour d'une enveloppe indicative de l'IDA de 25 millions USD.
- 2. Cette revue à mi-parcours (*Performance and learning Review, PLR*) évalue les progrès réalisés dans l'atteinte des résultats de la SPP, tire les leçons de la mise en œuvre, et fournit un cadre de résultats mis à jour pour le reste de la période de la SPP.** Des progrès notables ont été accomplis dans la réalisation des résultats dans le premier pilier, grâce à un portefeuille robuste et de projets performants. Les résultats du deuxième pilier de la SPP ont été mitigés, avec deux projets en cours aux stades initiaux de la mise en œuvre et un projet prévu sur la réforme des télécommunications qui n'a pas abouti en raison d'un manque d'engagement du gouvernement.
- 3. Il est proposé que la période de la SPP soit prolongée d'un an, jusqu'à l'exercice 2018, afin d'allouer suffisamment de temps pour intégrer les futures statistiques de la pauvreté au niveau des ménages dans les plans et programmes nationaux.** L'Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux (EDAM) sera réalisée en 2017. Les données recueillies dans le cadre de cette enquête fourniraient une base solide pour la préparation d'un Diagnostic Systématique Pays pour l'exercice 2018 - une pièce essentielle pour la préparation du prochain Cadre de Partenariat du Pays du Groupe de la Banque mondiale (GBM).
- 4. Cette PLR propose des ajustements de la SPP pour prendre en compte les changements des besoins de Djibouti et s'aligner à la nouvelle stratégie du GBM pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).¹** Les modifications apportées à la SPP visent à renforcer la réponse du GBM aux nouveaux défis de développement tels que les populations de réfugiés et de la jeunesse croissante ainsi que les déficits constants de la prestation de services. Ces défis s'alignent avec les principaux domaines d'interventions de la stratégie MENA, en particulier sur le renouvellement du contrat social et le renforcement de la résilience aux chocs des réfugiés et des migrations. Dans le cadre du premier pilier de la SPP sur la réduction de la vulnérabilité, une nouvelle opération régionale a été élaborée pour aider à améliorer l'accès aux services sociaux, accroître les opportunités économiques, et améliorer la durabilité de l'environnement dans les communautés d'accueil des réfugiés dans la Corne de l'Afrique. Le deuxième pilier de la SPP sera révisé de « amélioration du climat des affaires » pour « renforcement des capacités des secteurs public et privé pour la prestation de services », en vue d'aborder les faiblesses de la prestation de services publics et

¹ Banque mondiale. 2015. Inclusion économique et sociale pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Une nouvelle stratégie pour le Groupe de la Banque mondiale. Washington: Banque mondiale.

privés plus généralement. Ces modifications reflètent les commentaires fournis lors des consultations des parties prenantes. La PLR bénéficie d'une enveloppe indicative de 31 millions USD suite au réapprovisionnement de l'IDA17. De plus, elle fait appel à environ 18 millions USD supplémentaires de ressources régionales de l'IDA. Le Programme pour l'exercice 2018 dépendra des allocations de l'IDA18 et reste flexible.

II. CONTEXTE DU PAYS ET CHANGEMENTS RECENTS

A. Changements politiques et sécuritaires

5. **Djibouti est restée relativement calme ces dernières années, contrairement à d'autres pays de cette région importante mais encore instable, mais elle continue de faire face à des défis sécuritaires.** Le 24 mai 2014, une attaque d'Al-Shabaab sur un restaurant local fréquenté par les ressortissants étrangers a vu la mort de deux terroristes et d'un ressortissant turc et blessé beaucoup d'étrangers et des nationaux, soulignant les défis sécuritaires du pays. De nombreuses opérations contre les groupes terroristes régionaux en Somalie ou au Yémen sont planifiées et réalisées à partir de bases militaires étrangères installées à Djibouti, rendant le pays une cible potentielle des groupes terroristes.
6. **Djibouti est négativement affectée par l'instabilité régionale.** En juin 2014, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Djibouti accueillait plus de 20 000 réfugiés et demandeurs d'asile en provenance de la Somalie, de l'Éthiopie et de l'Érythrée, principalement dans deux camps dans le sud du pays (Ali-Addeh et Hol Hol). La présence prolongée des réfugiés a exacerbé les effets des sécheresses continues sur les communautés d'accueil, en mettant davantage de pression sur les services sociaux déjà débordés, les infrastructures, les ressources naturelles, ainsi que les opportunités économiques.
7. **La guerre au Yémen a intensifié la pression des réfugiés à Djibouti.** Seuls 28 kilomètres séparent les côtes de Djibouti du Yémen et, depuis le début du conflit au Yémen en 2015, on estime que 30,600 personnes de nationalités mixtes sont arrivées à Djibouti.² Les ressortissants de pays tiers ont été évacués vers leur pays d'origine par leurs ambassades respectives. Sur les 6,179 réfugiés restants enregistrés, 2 829 sont hébergés dans le nouveau camp de réfugiés de Markazi dans le nord et 3,350 vivent dans la ville d'Obock et dans la capitale, Djibouti-ville, à la date de septembre 2015.
8. **Les élections législatives ont eu lieu en février 2013 et, selon les résultats publiés, l'opposition a remporté 10 des 65 sièges.** Cependant, l'opposition a contesté ces résultats et a refusé d'entrer au parlement. Un accord-cadre a finalement été signé en décembre 2014 entre la coalition au pouvoir, réunie sous la bannière Union pour la Majorité Présidentielle (UMP), et l'opposition, réunie sous la bannière Union pour le Salut National (USN), ramenant ainsi les parlementaires de l'opposition à siéger à l'Assemblée nationale en janvier 2015. Cet accord a créé un parlement à deux partis pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1977.
9. **Des élections présidentielles ont été organisées le 8 avril 2016.** Le 12 mars 2016, le Conseil Constitutionnel a approuvé les candidatures de six candidats à l'élection présidentielle, dont le président Guelleh (dans le cadre de la coalition au pouvoir, l'UMP), deux candidats en lice sous la

² HCR, mai 2015.

bannière de la coalition d'opposition USN, et trois candidats indépendants. Selon les résultats annoncés par le ministère de l'Intérieur, le Président Guelleh a remporté les élections présidentielles avec 86,7 pour cent des suffrages. Le candidat de la coalition de l'opposition (USN), Omar Elmi Khaireh, est arrivé en deuxième position avec 7,32 pour cent des voix. Dans l'ensemble, le calme a régné dans le pays pendant les élections.

B. Développements économiques récents

10. **Le boom de l'investissement privé et public dans les activités à forte intensité de capitaux liées au port continue à stimuler la croissance à Djibouti.** Bien que les données de la comptabilité nationale soient limitées à Djibouti,³ on estime que le PIB réel a augmenté d'environ 6,5 pour cent en 2015-2016, en hausse de 6 pour cent en 2014 et de 5 pour cent en 2013, et devrait atteindre 7 pour cent en 2017-2019. Cette croissance est conduite en grande partie par un investissement global élevé, estimé à environ 57 pour cent du PIB, en moyenne, en 2015-2016. Les entrées des investissements directs étrangers (IED) devraient être environ 8,6 pour cent du PIB sur la même période. Malgré le rythme soutenu de la croissance, l'inflation est estimée avoir été contenue à environ 3 pour cent en 2015 et devrait atteindre une moyenne de 3,5 pour cent en 2016-2018, en partie grâce au système de caisse d'émission monétaire. Les faiblesses du système de la comptabilité nationale empêchent l'analyse nécessaire pour comprendre la qualité de la croissance, évaluer l'impact fiscal de l'investissement ou faire face aux graves problèmes de viabilité de la dette qu'elles soulèvent.
11. **Le recours à des investissements d'origine publique ou étrangère se reflète dans la croissance d'un double déficit.** Le déficit budgétaire a augmenté à 16,5 pour cent du PIB en 2015 à 12,2 pour cent en 2014, mais devrait se réduire à environ 11,4 pour cent en 2016 avec la réduction des dépenses sur les immobilisations. De même, le déficit extérieur a grimpé à environ 31 pour cent du PIB en 2015, contre 25,6 pour cent en 2014, mais devrait diminuer à 14 pour cent à moyen terme (2016-2019) avec la baisse des importations de biens d'équipement. Les réserves de change demeurent solides à un montant estimatif de 350 millions USD en 2015 (couvrant 3,6 mois d'importations et 109 pour cent de la caisse d'émission) et devraient augmenter à 399 millions USD en 2016 (couvrant 4,1 mois d'importations et 105 pour cent de la caisse d'émission). Toutefois, le portefeuille de prêts des banques commerciales s'est détérioré et les prêts non productifs sont à la hausse, dépassant 22 pour cent en juin 2015.
12. **Les pressions sur la viabilité de la dette fiscale et externe s'intensifient avec l'approche des décaissements de deux importants prêts non concessionnels contractés en 2013.** La dette totale publique et garantie par l'État devrait culminer à 79,6 pour cent du PIB en 2017, soit une hausse significative de 52,5 pour cent en 2014-2015 et cela pose des risques pour la viabilité de la dette du pays. En outre, l'exonération fiscale proposée pour de nombreuses activités qui soutiennent la croissance pourrait réduire les recettes fiscales, réduisant ainsi les recettes intérieures en pourcentage du PIB. Le financement du déficit budgétaire repose principalement sur des sources externes (estimées à environ 87 pour cent du déficit budgétaire en 2015).

³ Djibouti ne produit pas de façon indépendante les chiffres du PIB sur une base régulière. Ceux-ci sont généralement estimés lors des missions du FMI Article IV, tenues une ou deux fois par an. Les données sur les contributions sectorielles au PIB sont inexistantes.

13. **Les risques macroéconomiques restent élevés.** La croissance et la stabilité macroéconomique restent soumises à des risques importants tels que les retards dans la construction, la gestion inefficace des infrastructures nouvelles, des événements économiques négatifs dans les pays sur lesquels Djibouti dépend économiquement, la situation sécuritaire régionale, et l'instabilité sociale et politique intérieure. Par ailleurs, le différend commercial avec DP World sur une concession portuaire pourrait réduire la confiance des investisseurs. En outre, la dégradation de la situation en matière fiscale et du service de la dette et les retards dans l'accord sur un nouveau programme de Facilité élargie de crédit avec le Fonds monétaire international (FMI), consécutive au consentement de deux prêts non-concessionnels, pourrait affecter la qualité de la gestion macroéconomique et exacerber les risques pour la croissance et la stabilité. Déjà, l'investissement global devrait baisser de 60,1 pour cent du PIB en 2015 à 33,4 pour cent en 2017 avec l'essoufflement des projets d'investissement en cours.

C. Réduction de la pauvreté et prospérité partagée

14. **Djibouti a connu des taux de croissance économique élevés au cours de la dernière décennie, mais son approche, à forte intensité de capitaux et conduite par le secteur public, n'a pas atténué les niveaux élevés de pauvreté ou de chômage.** Les données du gouvernement de 2013,⁴ qui n'étaient pas disponibles au moment de la publication de la SPP, indiquent que plus d'un cinquième de la population vit dans une pauvreté extrême et ne peut pas couvrir les besoins alimentaires de base. Ce taux est plus élevé dans les régions rurales, à environ 44 pour cent. Lorsque les calculs de la pauvreté prennent en compte à la fois les besoins alimentaires et non alimentaires, les taux de pauvreté associés sont estimés à 40,7 pour cent à l'échelle nationale, et 62,5 pour cent pour les zones rurales. Les régions d'Ali Sabieh et d'Obock montrent les plus hauts niveaux de pauvreté, avec 77,8 et 79,7 pour cent, respectivement. Ces résultats reflètent les faibles progrès réalisés dans l'inclusion sociale et l'absence de mesures d'atténuation en réponse aux disparités régionales.

15. Les taux élevés de pauvreté malgré une forte croissance reflètent l'effet modérateur de la forte inégalité dans la consommation des ménages. En 2013, une étude gouvernementale a estimé l'indice de Gini à 0,44, soit une légère augmentation par rapport à 0,40 en 2002. L'inégalité est plus élevée à Djibouti que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (0,414 en moyenne pour 2005-2012).⁵ D'autres analyses utilisant les données de 2012 ont mis en évidence de grandes différences dans les niveaux de vie à Djibouti, où les 20 pour cent des ménages les plus riches de la population dépensent en moyenne plus de huit fois que les 40 pour cent de ménages les plus pauvres. En raison de la rareté des données sur la pauvreté au niveau des ménages, il n'est pas encore possible de suivre les revenus de ceux qui sont dans la tranche inférieure de 40 pour cent et donc de comprendre les progrès de Djibouti dans la promotion de la prospérité partagée. L'assistance technique de la Banque prévue à l'exercice 2017 aidera à répondre à certaines des lacunes dans les données.

⁴ Ces estimations sont tirées des données du document Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux-Budget et Consommation (EDAM-BC) 2013 et mises au point par la Direction des statistiques et des études démographiques et la Banque africaine de développement. Le seuil de pauvreté est défini à 77,843 francs de Djibouti par personne et par an, soit environ 1,97 \$ par jour en termes parité du pouvoir d'achat (PPA) de 2011. Ce chiffre par habitant a été obtenu en utilisant un facteur d'ajustement, car le seuil de pauvreté officiel de Djibouti repose sur une mesure par équivalent adulte.

⁵ Le coefficient de Gini mesure la dispersion de la richesse, avec 0 pour cent indiquant une égalité parfaite et 1 indiquant l'inégalité maximale.

16. **La structure de la croissance (étant donné qu'elle est conduite par le rythme des capitaux, les emprunts à l'étranger et les loyers issus du port et des bases militaires étrangères) n'a pas contribué à générer suffisamment d'emplois pour les Djiboutiens.** Le taux de chômage est estimé à 48 pour cent à l'échelle nationale, et les estimations suggèrent que plus de 70 pour cent des jeunes âgés de moins de 30 ans sont au chômage. Pourtant, le travail mis à disposition, à travers les activités liées au port, nécessite une main-d'œuvre plus qualifiée en quantités moins restreinte pour absorber l'abondance des travailleurs peu qualifiés à Djibouti. Comme le souligne la SPP, le rythme de création d'emplois devra doubler pour à peine commencer à lutter contre le chômage, et les pressions démographiques ne feront que s'intensifier au fur et à mesure qu'une population jeune et de plus en plus instruite entre sur le marché du travail. Le pays devra plancher sur le problème de l'inadéquation entre la demande et la fourniture de la main-d'œuvre qualifiée. La Banque collabore avec le Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle afin de renforcer leur capacité, d'améliorer leur communication avec le secteur privé et d'établir un meilleur rapport entre la formation et les besoins du marché.
17. **Le paysage économique émergent appelle à renouveler le contrat social entre l'État et ses citoyens.** Elle souligne la nécessité de procéder à une révision fondamentale du rôle de l'État et un changement du développement à forte intensité de capital pour un développement à haute intensité de main-d'œuvre et qui crée des emplois ; d'un système économique de recherche de rente vers un système des gains de compétitivité ; de la fourniture de services sociaux de qualité inférieure vers ceux qui créent un capital humain significatif et des compétences pour une plus grande productivité ; et d'une liberté d'expression et d'une responsabilité limitées vers l'implication active des citoyens dans le processus de développement. Un tel changement nécessitera un chemin de développement inclusif qui libère les contraintes à la création d'emplois par le secteur privé, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés, et offre des opportunités à tous. L'amélioration de la gouvernance par la création d'institutions inclusives, la promotion de la liberté d'expression et de la responsabilité, et le développement de l'efficacité et de la transparence dans les institutions du secteur public seront essentiels pour soutenir un développement inclusif.
18. **L'atteinte d'une meilleure compréhension de la nature de la pauvreté et de la qualité de la croissance à Djibouti nécessitera de meilleures données.** Le système de suivi de la pauvreté du pays pourrait être amélioré grâce à des modifications essentielles de l'instrument et des protocoles d'enquête auprès des ménages, notamment les efforts visant à intégrer les groupes de population vulnérables qui sont souvent exclus des enquêtes auprès des ménages existantes, une amélioration de la mesure des dépenses et l'appropriation de certains biens, et des méthodes améliorées pour aborder la saisonnalité et les périodes de longs rappels.
19. **La combinaison des taux élevés de pauvreté, d'inégalités et de chômage dans un contexte de forte croissance, ainsi que l'afflux de réfugiés fuyant les conflits régionaux, exacerbent la vulnérabilité de Djibouti et altère les développements humains.** Les inégalités dans les résultats sociaux sont très prononcées, en particulier dans les zones rurales et parmi les populations pauvres. Alors que l'alphabétisation globale des femmes est de 39,5 pour cent, le taux d'alphabétisation des femmes dans les zones rurales est seulement de 9 pour cent. Seulement 40 pour cent des filles en âge d'aller à l'école primaire et 24 pour cent des filles en âge d'aller au secondaire vont à l'école dans les zones rurales, et les taux d'achèvement de l'école primaire sont plus faibles pour les filles pauvres par rapport aux filles plus avantagées. Djibouti a le ratio le plus élevé de mortalité maternelle dans la région, en raison d'un manque d'accès aux services obstétricaux d'urgence et un taux de fécondité

élevé, les deux problèmes sont concentrés dans les zones rurales et parmi les populations pauvres. Plus de 30 pour cent des enfants djiboutiens ont du retard de croissance, avec des conséquences économiques et de santé irréversibles, à long terme et multigénérationnelles. On estime que Djibouti n'a atteint aucun de ses Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) prévus pour 2015, à l'exception possible de l'objectif d'assurer un environnement durable par un accès amélioré aux sources hydriques (Annexe 4). Compte tenu des déficiences actuels en matière de prestation de services, Djibouti sera confronté à un défi lié à l'atteinte des nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

20. **Le développement du secteur privé continue d'être entravé par des procédures rigides et lourdes et des coûts élevés pour les facteurs clés de la production.** *Doing Business 2016* classe Djibouti au 155^e sur 189 pays sur la facilité de faire des affaires (contre 160^e en 2014 et 171^e en 2013). Les coûts des intrants tels que l'énergie, la main-d'œuvre, les télécommunications et le foncier restent prohibitifs. Les mesures réglementaires initiales mises en œuvre en 2013 pour améliorer l'enregistrement des entreprises ont considérablement ralenti. Bien que constituant la majorité des entreprises à Djibouti, les petites et moyennes entreprises (PME) continuent de lutter pour accéder au financement en raison des exigences importantes de garantie, des taux d'intérêt élevés et des conditions qui ne sont pas adaptées à leurs besoins. Selon l'enquête EDAM3-2012, les contributions du secteur privé structuré quant à la création d'emplois sont d'environ 20 pour cent, comparativement à 39 pour cent du secteur informel et 41 pour cent des emplois dans le secteur public. Le coût élevé de l'immatriculation des entreprises et la complexité du système fiscal du pays entravent le basculement des entreprises du secteur informel vers le secteur formel, et par extension la création d'emplois.
21. **Les faiblesses continues dans la plupart des domaines de la gestion du secteur public entravent les améliorations des types de gouvernance nécessaires pour soutenir le développement du secteur privé et la création d'emplois.** Selon les indicateurs de l'Évaluation des Politiques et Institutions des Pays (CPIA), Djibouti se classe en dessous de la moyenne des pays de l'IDA sur les droits de propriété et la gouvernance fondée sur des règles ; la qualité de la gestion budgétaire et financière ; la qualité de l'administration publique et la transparence, la responsabilité et la corruption dans le secteur public. La responsabilisation est faible tout au long de la chaîne de prestation de services et dans tous les secteurs, et les citoyens ne peuvent pas donner leur opinion par rapport à la performance de la prestation des services. La corruption reste problématique, avec le classement de Djibouti au 99^e rang sur 167 pays sur l'Indice de perceptions de la corruption (IPC) 2015 publié par *Transparency International*. La Commission anti-corruption, créée en janvier 2015 et installée en décembre 2015 manque de capacité et n'est pas encore opérationnelle. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, de nombreuses recommandations d'une Évaluation de la responsabilité financière des pays en 2003 et un examen des Dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA) en 2011 doivent encore être mis en œuvre, et des améliorations sont nécessaires en conformité avec l'exécution de la ligne budgétaire du ministère, la planification de la trésorerie, la coordination entre les organismes d'audit et de contrôle et la comptabilité et l'établissement de rapports. En 2011, le gouvernement a lancé un programme de réforme ambitieux de la fonction publique et de l'administration publique pour remédier aux faiblesses persistantes telles que les effectifs pléthoriques dans la plupart des secteurs et le manque d'attention au mérite et à la performance mais les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la réforme ont été lents.

III. RÉCAPITULATIF DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

A. Progrès réalisés par rapport aux objectifs de la SPP

22. **La performance du programme de la SPP a été mitigée, avec un meilleur progrès dans l'atteinte des résultats dans le cadre du premier pilier par rapport à ceux du deuxième pilier.** Les projets proposés dans le cadre de la SPP ont tous été réalisés excepté le projet des télécommunications. Sur les 23 indicateurs de résultats inclus dans le cadre initial de résultats, neuf ont été atteints et cinq autres sont en voie d'achèvement à la fin de la période de la SPP. Huit sur les dix-sept résultats de la SPP décrits dans le cadre du premier pilier ont été atteints, alors que seulement un des six objectifs dans le cadre du deuxième pilier a été atteint. Le résultat associé à la réforme des télécommunications est supprimé étant donné que le projet concerné n'a pas abouti, et trois indicateurs qui n'ont pas encore été atteints sont en cours de remplacement par ceux qui s'alignent plus étroitement sur les interventions actuelles du projet. Le GBM continuera de rechercher des opportunités pour soutenir les thèmes transversaux de renforcement institutionnel et le genre pendant le reste de la période de la SPP, y compris dans de nouvelles interventions. Ci-dessous une brève évaluation de la performance du programme de la SPP, par pilier ; plus de détails sont disponibles à l'annexe 3.

23. **Pilier 1 : Réduction de la vulnérabilité.** Les progrès encourageants accomplis dans la réalisation des résultats dans le cadre de ce pilier résultent d'un portefeuille solide, y compris les projets relatifs aux filets sociaux de sécurité, le développement communautaire rural et la mobilisation des eaux de surface, la santé et la réduction de la pauvreté urbaine qui ont tous bien progressé sur la période de la SPP.

- *Amélioration de la capacité institutionnelle pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables* : La plupart des objectifs ont été atteints ou dépassés. Une étude de diagnostic sur la pauvreté et le genre a été réalisée. Les efforts visant à renforcer les statistiques de la pauvreté et du genre sont sur la bonne voie pour une réalisation d'ici la fin de la période de la SPP; le GBM travaille en étroite collaboration avec la Direction de la statistique et des études démographiques (DISED) du Gouvernement de Djibouti et la Banque africaine de développement (BAD) pour élaborer une stratégie de mise en œuvre de l'EDAM 2017, en vue de la production d'indicateurs plus fiables -au niveau national et ventilés par région, sexe, situation de vulnérabilité et d'autres considérations, et de les suivre de manière plus cohérente afin qu'ils puissent éclairer l'élaboration des politiques et le débat sur le développement.
- *Renforcement de la gestion du système éducatif*: La production des rapports statistiques annuels sur l'enseignement a été réalisée.
- *Amélioration de l'utilisation des services de santé maternelle et infantile de bonne qualité et des programmes de lutte contre les maladies transmissibles*: La proportion des femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral a augmenté, dépassant l'objectif de la SPP. L'objectif sur l'accouchement assisté n'a pas été atteint et est ajusté pour inclure les zones rurales seulement, assurant ainsi la cohérence avec les plans et objectifs des interventions du GBM. L'objectif du nombre d'enfants vaccinés sera ajusté afin de correspondre aux objectifs actuels du projet.
- *Amélioration de l'accès aux infrastructures de base dans les zones rurales et urbaines défavorisées*: Les objectifs sur l'augmentation de l'accès à l'eau potable, l'amélioration de la part des bénéficiaires des sous-projets féminins dans le Quartier 7, et la stimulation du volume d'activités génératrices de revenus pour les femmes ont été atteints. L'objectif de la part des sous-projets financés et complétés par les organisations de femmes est en voie d'être atteint d'ici la fin de la période de la SPP. Cette activité sera financée par le projet sur la réduction de la pauvreté urbaine. Les objectifs sur l'amélioration des routes et les bénéficiaires des services de

développement communautaire dans le Quartier 7, sont ajustés pour assurer la cohérence avec les interventions du GBM.

- *Amélioration de l'évaluation des risques de catastrophes naturelles et de vulnérabilité* : Les objectifs dans ce secteur n'ont pas été atteints. En 2013, le programme sur l'Approche globale d'évaluation des risques à Djibouti (*Comprehensive Approach to Risk Assessment in Djibouti*, CARAD) a été lancé pour faciliter le renforcement de la capacité institutionnelle en développant un système d'alerte précoce, la mise à jour des plans et des protocoles d'urgence, l'établissement d'un réseau de cinq stations hydrométéorologiques, et l'évaluation de la vulnérabilité de Djibouti-Ville aux tremblements de terre et aux inondations. En réponse, le programme du GBM a développé des outils de prise de décision pour réduire la vulnérabilité du logement, y compris le diagnostic du secteur du logement, une stratégie nationale sur le logement, les guides d'auto-construction, et une étude sur les priorités et les défis de la mise en œuvre. Le CARAD est en attente d'approbation par le conseil des ministres et devrait être opérationnel au cours de la période de la SPP.

24. **Pilier 2 : Amélioration du climat des affaires.** Les résultats dans le cadre de ce pilier ont été mitigés, en grande partie dû à un démarrage lent sur deux nouveaux projets et l'échec d'un troisième projet à se matérialiser.

- *Amélioration de l'accès à l'électricité à des prix abordable*: L'objectif de l'amélioration de l'accès des ménages à l'électricité a été atteint, mais les trois résultats restants ont connu des retards dus à un démarrage lent dans la mise en œuvre du projet. La mise en œuvre du projet de production de l'énergie géothermique commence à prendre forme et les objectifs restants devraient être atteints à la fin de la période de la SPP.
- *Réforme des télécommunications* : Le projet prévu dans la SPP n'a pas abouti en raison d'un manque d'engagement du gouvernement ; ce résultat est donc en cours de suppression.
- *Amélioration du climat des investissements dans les zones sélectionnées* : Les objectifs dans ce domaine sont en voie de réalisation. Des progrès ont été enregistrés grâce au travail continu avec la direction en charge des permis de construction de Djibouti, tel que mesuré par la dernière itération du rapport, conjoint Banque mondiale-SFI, *Doing Business*.

25. **Suite à l'accent de la SPP sur le genre comme thème transversal, l'égalité des sexes est abordée dans la conception et la mise en œuvre des opérations dans la protection sociale, l'éducation, le développement urbain et rural et la santé.** Les cadres des résultats du projet comprennent à la fois les résultats qualitatifs et quantitatifs allant de l'amélioration de l'accès des femmes à l'eau et de meilleurs services de santé, au renforcement de leur capacité et moyens de participer à des activités génératrices de revenus.

B. Performance du Portefeuille

26. **A la date du 22 mars 2016, le portefeuille actif du GBM pour Djibouti comprend sept projets de l'IDA, pour un engagement total d'environ 45 millions USD et un solde non décaissé d'environ 24 millions USD.** Les équipes du GBM ont poursuivi de compléter les ressources de l'IDA avec des fonds fiduciaires, mis en œuvre à la fois par les bénéficiaires et par la Banque, avec une valeur d'engagement net d'environ 24 millions USD au 5 mars 2016. Les activités financées par les fonds fiduciaires sont pleinement alignées, et complémentaires avec le portefeuille financé par l'IDA. La SFI n'a aucun portefeuille d'investissement à Djibouti. A ce jour, MIGA a appuyé un projet à Djibouti

et continue de rechercher des opportunités d'appui aux investissements du secteur privé grâce à des garanties de risque politiques.

27. **Le portefeuille du GBM à Djibouti est jeune et a subi des retards initiaux, mais présente des signes d'une relance du rythme de mise en œuvre.** Les projets inclus dans le portefeuille actuel sont relativement nouveaux. La mise en œuvre, nécessitant un engagement avec le client, a été lente au début, mais la dynamique est en cours de lancement. Le portefeuille comprend trois projets « à problèmes ». Le Projet de Production de l'Energie Géothermique avec plusieurs bailleurs de fonds présente une amélioration des performances, mais conserve le statut de projet en difficulté⁶. Deux projets de la Banque sur l'éducation nécessitent une attention particulière. Ils souffrent d'une mise en œuvre lente, avec un taux de 45 pour cent de décaissement après trois ans et demi pour le projet d'Appui des capacités institutionnelles et gestion du système d'éducation et de formation (6 millions USD en don) et 13 pour cent après deux ans pour le Projet d'accès à une éducation de qualité (3,8 millions USD en don financés par le Partenariat Mondial pour l'Education). La faible capacité et la rotation élevée au sein du personnel du ministère clé constituent les principaux obstacles à la mise en œuvre efficiente de ces projets. Le GBM poursuit la supervision rapprochée de ces projets afin d'en assurer la pro-activité. Dans l'ensemble du portefeuille, le GBM mettra davantage l'accent sur la qualité lors de la présentation des nouveaux projets et adoptera une approche péremptoire pour la restructuration ou l'annulation des projets qui n'enregistrent pas l'évolution nécessaire.
28. **La Banque, en partenariat avec les autorités, met en œuvre une stratégie visant à améliorer la performance du portefeuille.** Plusieurs défis liés à la mise en œuvre ont été identifiés dans les ateliers semestriels sur le portefeuille, notamment les fréquents remaniements du gouvernement, la faible coordination entre les institutions gouvernementales, la faible capacité institutionnelle pour la passation de marchés et la planification, la rotation élevée des équipes de projet dans les ministères sectoriels et les procédures bureaucratiques lourdes. Néanmoins, des résultats importants ont été obtenus dans un certain nombre de projets en cours et achevés récemment (Annexe 5). Des mesures correctives comprenaient l'appui dans le domaine fiduciaire notamment dans la passation de marchés et la gestion financière, et d'organisation de formations sur les sauvegardes aux entreprises locales par la Chambre de Commerce. Ces ateliers ont contribué au renforcement de la compréhension des procédures de passation de marchés et des meilleures pratiques internationales afin de permettre d'assurer que les offres ou audits présentés par les entreprises locales soient adéquats, complets, et conformes aux exigences fiduciaires de la Banque. En plus des outils de référence tels que les directives sur les marchés publics, les formateurs locaux ont reçu une formation pour le renforcement des capacités des parties prenantes dans diverses institutions. Des opportunités de formation portant sur des études pratiques et des études de cas sont fournies afin de projeter les unités de gestion de projet (UGP) à travers des séminaires mensuels en passation de marchés. Des missions plus fréquentes et un appui de la Banque contribuent à renforcer la mise en œuvre.

⁶Sept donateurs contribuent au financement du projet géothermal. La BAD finance les premières activités, suivi par les activités de l'AFD et puis de l'IDA, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP). Le projet a souffert de retards initiaux dans la mise en œuvre sous l'effet des changements de l'équipe de la BAD, la lenteur des procédures de passation de marchés et des autorisations de décaissement à cause des mauvais résultats de l'UGP. Il a été donc qualifié de projet problème. Au cours des six derniers mois, cependant, des changements positifs importants sont intervenus au niveau de l'UGP qui travaille bien et de manière intense avec la société de conseil en géothermie afin de lancer une demande de propositions pour les services de forage. Le rythme de la mise en œuvre du projet devrait maintenant s'accélérer.

C. Evolution des partenariats et effets de levier

29. **Le GBM a élargi sa coopération technique et financière avec les partenaires clés au développement de Djibouti au cours de la période de la SPP.** En particulier, la Banque travaille en étroite collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour le financement conjoint de la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire pour les partenariats public-privé (PPP); avec le HCR, l'Union européenne (UE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les réponses aux déplacements et aux migrations; avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) sur le développement rural et la mobilisation de l'eau; et avec la BAD sur l'énergie. Le GBM poursuit également son étroite collaboration avec le gouvernement japonais sur la mise en œuvre des dons du Fonds japonais de développement social (JSDF).
30. **Le GBM a élargi sa collaboration interne.** La nouvelle opération proposée sur la réponse du développement aux impacts des déplacements dans la Corne de l'Afrique (DRDIP) couvre Djibouti, l'Ethiopie et l'Ouganda, et est le premier projet régional de l'IDA face aux effets de débordement des déplacements forcés au niveau régional. Il est prévu que cette opération conjointe entre les régions MENA et l'Afrique catalysera la collaboration future sur d'autres questions et opérations essentielles et interrégionales.
31. **La collaboration entre les secteurs (*Global Practices, GP*) du Groupe de la Banque a augmenté au cours de la mise en œuvre de la SPP.** Les *Global practices* en matière de Santé, de Nutrition et de Population et ceux de la Protection sociale et d'Emploi collaborent à travers le Projet d'amélioration de la performance du secteur de la santé et le Projet du filet de sécurité sociale (SSNP) pour inciter l'utilisation appropriée des services de santé maternelle et infantile proposés dans les établissements de santé et améliorer la pérennité des activités de prévention communautaires. De plus, les équipes de Protection sociale et d'Agriculture collaborent à travers le SSNP et le Projet de Développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface (PRODERMO) afin d'assurer que les activités de prévention communautaires abordant la santé et la nutrition maternelle et infantile soient étendues dans les zones rurales. Les solides structures communautaires mises en place à travers le PRODERMO seront exploitées pour la formation des leaders de la communauté et la mise en place des activités de prévention pour la SSNP. Les *Global practices* sur le Finances et Marchés, et ceux du Commerce, Compétitivité et Gouvernance ont œuvré de concert dans le cadre de la gouvernance pour le Projet de développement du secteur privé, en consultation avec la SFI, afin d'appuyer les autorités djiboutiennes pour l'amélioration de l'accès à la justice, et pour l'évaluation des contraintes du financement des PME et l'élaboration d'un instrument partiel de garantie de crédit. La collaboration étroite entre les différents *Global practices* se reflète dans le plan de l'équipe pays pour la présentation de trois nouveaux projets complémentaires au Conseil d'Administration du GBM en conjonction avec cette PLR (paragraphe 46).

IV. LEÇONS EMERGENTES

32. **Le faible cadre de gouvernance de Djibouti et la faible performance de son administration publique entravent la mise en œuvre réussie du projet, ainsi que le développement économique et social global.** Malgré l'annonce faite par le gouvernement en janvier 2015 sur d'importants efforts en termes de réforme consentis pour relever les défis clés du développement dans le système d'administration publique, uniquement une partie des réformes envisagées ont commencé. La fin des négociations sur le projet d'investissement prévu pour la réforme du secteur des télécommunications met en évidence les difficultés liées à la modification du statu quo. Une plus grande attention doit être

accordée aux lacunes en matière de gouvernance et de goulots d'étranglement ainsi qu'à l'appui aux réformes de la gouvernance au niveau sectoriel en tant que moyen d'amélioration de la performance globale de la gouvernance à Djibouti.

- 33. La conception du portefeuille du GBM doit tenir compte de l'économie politique de Djibouti, par la prise en compte des facteurs de fragilité et tirer parti des facteurs qui maintiennent la stabilité et la résilience de la société djiboutienne.** Une évaluation sociale et politique, informelle et interne, a révélé que la fragilité du pays est entraînée par une transition politique inachevée dominée par le patronage de l'élite; une forte inégalité et le chômage, en particulier parmi les jeunes; et par un manque de mécanismes de justice et de réparation. Néanmoins, la société djiboutienne maintient une stabilité relative dans une région troublée, en tirant sa force de la solidarité de la communauté et de la cohésion sociale, de la fierté nationale et du rôle stratégique important du pays dans la Corne de l'Afrique. Compte tenu de cet équilibre délicat, le portefeuille du GBM doit procéder minutieusement au renforcement des approches et des systèmes participatifs, à l'intégration de l'analyse socio-politique significative dans la conception du projet, à la promotion de la confiance entre le gouvernement et la population, et le ciblage des interventions dans des domaines essentiels tels que la prestation des services de base, la gouvernance, le développement rural et la création d'emplois. La PLR tire les enseignements de ces leçons pour affiner la SPP, et la conclusion du prochain Cadre de Partenariat Pays avec Djibouti.
- 34. Les consultations des parties prenantes fournissent un appui à l'alignement proposé par la PLR à la nouvelle stratégie MENA et l'accent sur les capacités des secteurs public et privé pour la prestation de services.** Des échanges Sud-Sud de haut niveau sur le développement, organisés en juin 2014, ont souligné l'importance de la réduction des coûts de l'électricité et des télécommunications et du renforcement de la gouvernance et du climat des affaires afin d'améliorer le rôle du secteur privé en tant que moteur de la croissance. Les résultats d'un sondage d'opinion national mené au début de 2015 ont souligné une réorientation des priorités depuis la dernière enquête en 2012 (Annexe 6) de la réduction de la pauvreté et l'éducation à la gouvernance et la réforme du secteur public, la santé, la protection sociale, et l'emploi comme les priorités de développement. Les évaluations de l'enquête de performance du Groupe de la Banque mondiale se sont améliorées sensiblement, même si des améliorations de la vitesse de préparation, de la complexité et de la rapidité des produits du savoir de la Banque restent nécessaires. Les consultations menées en novembre 2015, en préparation de la PLR, ont démontré un large consensus parmi les hauts responsables gouvernementaux et des représentants du secteur privé, de la société civile et des organisations de bailleurs de fonds sur la pertinence de la nouvelle stratégie MENA dans le contexte de développement à Djibouti. Les parties prenantes ont noté des progrès vers les résultats de la SPP et les discussions sur les leçons apprises, y compris la nécessité d'être axée sur les zones où le gouvernement est déterminé à réformer, la nécessité d'identifier l'équipe de projet dès le début, la nécessité de la simplification de la conception du programme, et la nécessité de rester flexible pour s'adapter à l'évolution des circonstances. Alors que le gouvernement a convenu que mettre l'accent sur les secteurs sociaux permettrait au pays d'absorber les chocs à court terme, il a été suggéré que des progrès dans les secteurs productifs seraient nécessaires pour la création d'emploi visant à réduire la pauvreté et assurer un développement équitable et durable à Djibouti.
- 35. Djibouti reste un environnement de mise en œuvre difficile et nécessite une conception plus simple, une supervision plus étroite et plus régulière de la Banque, ainsi qu'un appui accru aux unités de gestion de projets (UGP) sur les processus et procédures GBM.** L'équipe de la Banque

fait face à ces défis en s'assurant de la dotation suffisante des UGP en personnel et par la tenue trimestrielle (au lieu des missions semestriels) de missions de supervision et de conférences audio et vidéo mensuelles. De plus, des ateliers de trois jours sur la passation de marchés, le décaissement et la gestion financière ont été organisés deux fois par an avec toutes les UGP afin de clarifier les procédures du GBM. Les nouvelles procédures de passation de marchés du GBM peuvent permettre de relever ces défis en permettant une approche plus stratégique à la passation de marchés. En réduisant le nombre de contrats soumis à examen préalable, la nouvelle politique pourrait libérer des ressources pour la fourniture d'un appui technique et en renforcement des capacités aux clients.

36. **L'identification des gestionnaires de projets locaux qualifiés est essentielle pour permettre la mise en œuvre plus efficace du programme et la réalisation des résultats.** A titre d'exemple, le projet de géothermie peinait à avancer depuis près de deux ans avant la prise d'une décision au plus haut niveau pour le changement du coordonnateur du projet. Depuis lors, la mise en œuvre a enregistré une accélération et des progrès notables ont été réalisés par le projet en six mois seulement. Le recrutement d'un coordonnateur de projet à travers un processus d'appel d'offres est primordial pour la dotation correcte de l'UGP et la garantie de la mise en œuvre en temps opportun des activités par un personnel dévoué, et bien qualifié.
37. **Une matrice plus réaliste des résultats est nécessaire pour tenir compte de l'environnement de mise en œuvre.** En dépit des efforts extraordinaires consentis par les équipes de travail afin de mener des missions de supervision régulière et plus fréquentes, de nombreux résultats de la SPP n'ont pas encore été atteints. Par ailleurs, les retards dans la mise en œuvre des projets peuvent être anormalement longs et ralentissent ainsi les progrès vers les résultats. Les cibles doivent être réalisables et facilement mesurable en vue de mieux refléter les réalités sur le terrain.

V. AJUSTEMENTS DE LA STRATEGIE DE PARTENARIAT PAYS

38. **Compte tenu des limites des données à Djibouti, il est proposé que la période de la SSP soit prolongée d'un an, jusqu'à l'exercice 2018.** Cette extension permettrait les résultats de l'enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM) à être intégrés dans la préparation des plans et programmes nationaux, y compris un Diagnostic Systématique du Pays (SCD) pour l'exercice 2018 et le Cadre du Partenariat Pays.
39. **Compte tenu de la fragilité et des conflits dans la région MENA, le GBM a préparé une nouvelle stratégie régionale qui met en avant et au centre le but de promouvoir la paix et la stabilité sociale, plutôt que de travailler autour de l'instabilité et de la violence.** La stratégie repose sur quatre piliers qui répondent à la fois aux causes profondes des conflits et de la violence et leurs conséquences urgentes à travers des interventions de développement qui favorisent l'inclusion et la prospérité partagée: (1) *le renouvellement du contrat social* pour générer un nouveau modèle de développement reposant sur une plus grande confiance des citoyens, une protection plus efficace des personnes pauvres et vulnérables, la prestation de services inclusive et responsable, et un renforcement du secteur privé en mesure de créer des emplois et des opportunités pour les jeunes de la région; (2) *la coopération régionale*, en particulier autour de produits et secteurs publics régionaux tels que l'éducation, l'eau et l'énergie, afin de favoriser une plus grande confiance et collaboration entre les pays de la région MENA; (3) *la résilience* aux chocs des réfugiés et des migrations par la promotion du bien-être des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil en mettant l'accent sur l'instauration de la confiance et la construction de leurs actifs; et (4) *la reconstruction et la reprise* grâce à une approche dynamique qui apporte des partenaires extérieurs,

exploite le financement à grande échelle, et progresse au-delà de la réponse humanitaire vers le développement à plus long terme dans les zones et les moments de persistance des conflits.

40. **Fermeement ancrée dans la nouvelle stratégie MENA, cette PLR propose plusieurs changements pour renforcer sa réponses aux nouveaux défis à Djibouti tel que prévu dans la Vision 2035.** Conformément aux deuxième et troisième piliers de la stratégie MENA, qui mettent l'accent sur la résilience et la coopération régionale, la nouvelle opération régionale sur la Réponse en Développement aux Impacts liés aux Déplacements dans la Corne de l'Afrique (DRDIP) vise à améliorer l'accès aux services sociaux, accroître les opportunités économiques, et la durabilité de l'environnement pour les communautés d'accueil des réfugiés. De plus, une nouvelle assistance technique soutiendra le Gouvernement de Djibouti dans ses premiers pas vers la couverture maladie universelle, un objectif important dans la Vision 2035. Cette assistance technique (AT) s'aligne avec les objectifs de la stratégie MENA sur le renouvellement du contrat social et de la résilience.
41. **La SPP est également en cours d'ajustement afin de renforcer l'appui à la prestation de services, en réponse aux défis de prestation de service à Djibouti et en ligne avec les efforts de la stratégie MENA pour renouveler le contrat social entre le gouvernement et ses citoyens.** La PLR propose donc d'élargir la portée du deuxième pilier de la SPP au « renforcement de l'environnement des affaires » pour « le renforcement des capacités du secteur public et privé pour la prestation des services ». Cette évolution saisit l'importance, comme l'indique l'ensemble du portefeuille du GBM à Djibouti, de régler les questions de prestation de services publics et privés, dans le but de fournir des services qui satisferont mieux les besoins des bénéficiaires.
42. **Un appui accru à la prestation de services contribuera à soutenir les ambitions de Djibouti en vue d'atteindre les ODD en 2030.** Par exemple, une assistance plus large des initiatives pour la protection sociale soutiendra l'objectif 3 des ODD 1 sur la mise en œuvre d'un système et des mesures de protection sociale appropriées au niveau national pour tous. Le projet géothermique en cours soutient l'ODD 7 sur l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous. Les travaux sur la gouvernance pour le développement du secteur privé contribuent à l'objectif 6 de l'ODD 16 sur le développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. L'équipe du GBM est prête à fournir une assistance à Djibouti pour l'élaboration des indicateurs propre pour le pays dans le but d'orienter la réalisation des ODD mondiaux.
43. **Tirant les leçons décrites ci-dessus, les activités dans le cadre du deuxième pilier aborderont la nécessité d'améliorer la prestation de services et un environnement propice aux affaires plus rigoureux grâce à un prisme de « gouvernance » plus explicite** (voir le paragraphe 47). Ces efforts seront dirigés par un financement additionnel (AF) pour le projet de la gouvernance du développement du secteur privé. De plus, les activités sur le renforcement de l'accès à l'énergie permettront d'améliorer les possibilités économiques en facilitant le fonctionnement des PME.
44. **Deux nouveaux projets et trois financements additionnels devraient être réalisés dans le cadre de la PLR.** De plus, deux nouvelles subventions soutiendront les efforts visant à réduire la vulnérabilité et accroître la voix et la participation grâce à l'amélioration des capacités parlementaires et la sensibilisation sur les effets de la consommation généralisée du *qat*. La SFI et la MIGA continueront à explorer les opportunités d'appui au gouvernement dans le renforcement de l'environnement des affaires et la promotion de la prestation de services de bonne qualité. Le tableau 1 présente le portefeuille actuel et prévu pour les projets, ainsi que des services de conseil et d'analyse (ASA) dans le cadre de la SPP, et a proposé de nouvelles opérations et/ou opérations du financement

additionnel décrites brièvement ci-dessous. Des activités de programme spécifiques pour l'exercice 2018 ne sont pas encore définies, car le portefeuille dépendra de l'allocation de Djibouti dans le cadre de l'IDA18.

Non officielle

Tableau 1: Prêts et ASA dans le cadre de la SPP de Djibouti (Révisés)

	Pilier 1: Réduction de la Vulnérabilité	Pilier 2: Renforcement des Capacités des Secteurs Public et Privé pour la Prestation de Services (Précédemment Renforcement de l'Environnement des Affaires)		
Crédit				
	Projet	Montant (millions USD)	Projet	Montant (millions USD)
Projets de l'IDA approuvés dans le cadre de la SPP⁷	Projet de réduction de la pauvreté urbaine II (IDA, Exercice 2014)	5,6	Projet de Gouvernance pour le développement du secteur privé (IDA, Exercice 2014)	2,0
	Projet <i>Filet sociaux de Sécurité</i> , FA (IDA, Exercice 2015)	5		
	Projet d'Amélioration de la performance du secteur de la santé, (IDA, Exercice 2013)	7		
	Total	17,6	Total	2,0
Activités finances par le Fonds dans le cadre de la SPP⁸	Projet accès à une éducation de qualité (EFA-FTI, Exercice 2014, subvention)	3,8		
	Projet d'amélioration de la performance du secteur de la santé (HRBF, Exercice 2015, subvention)	7,0		
	Amélioration des moyens de substances des femmes et des jeunes (JSDF, Exercice 2015, subvention)	2,73		
	Total	13,53		
Projets en préparation de l'IDA dans le cadre de la PLR	Développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface, FA(IDA, Exercice 2016)	7,0	Gouvernance pour le développement du secteur privé, FA (IDA, Exercice 2017)	5,0
	Réponse en Développement aux Impacts liés aux Déplacements dans la Corne de l'Afrique (IDA nationale/ régionale, Exercice 2016)	2,0 national 18,0 régional	Electrification durable (IDA, Exercice 2017)	7,0
	Projet Filet sociaux de Sécurité, deuxième, FA (IDA, Exercice 2016)	4		
	Total	31	Total	12
ASA				
Réalisés dans le cadre de la SPP	Etude sur la pauvreté et le genre (Exercice 2014) Analyse de l'impact de la pauvreté et social (Exercice 2015)		Note de Politique sur l'industrie légère (Exercice 2013) AT sur la Gouvernance (Exercice 2015)	
Actif	AT sur la pauvreté (Exercice 2015) Evaluation de l'impact du Filet de Sécurité sociale (Exercice 2016) AT sur la Couverture maladie universelle (Exercice 2016)		Stratégie d'électrification rurale (Exercice 2014) AT sur l'Audit, la passation de marchés, et fiduciaire (Exercice 2015) AT sur le Renforcement des capacités de Gouvernance (Exercice 2016) AT sur les Réformes fiscales (Exercice 2015)	

⁷ Dans les crédits de l'IDA

⁸Fonds fiduciaire mise en œuvre par le client.

		AT sur les Comptes nationaux (Exercice 2015)
Réserve de Projets	AT à la conception et la mise en œuvre d'une nouvelle enquête sur le budget des ménages (Exercice 2016)	Formation pour les responsables gouvernementaux sur l'intégrité et la lutte contre la corruption (Exercice 2016-17).
		Diagnostique Systématique du Pays (Exercice 2017) Etude sur la Compétitivité (Exercice 2017-2018) Etude sur la Prestation de Services (Exercice 2017-2018) Etude sur la Gouvernance (Exercice 2017-2018)

45. **Les ajustements proposés par la PLR au programme de la SPP reflètent l'engagement du GBM pour maintenir la flexibilité dans un environnement fluide et répondant aux besoins et priorités du gouvernement comme énoncées dans la Vision 2035.** L'accent mis sur ces domaines spécifiques répond à la nécessité: (i) de s'adapter à l'évolution de la situation sur le terrain (en réponse à l'augmentation de la population de réfugiés, aux sécheresses continues et au chômage des jeunes); (ii) d'approfondir l'engagement du GBM dans les secteurs actuels(développement du secteur privé, filets de sécurité sociale et développement rural); (iii) de s'inspirer des interventions réussies dans le passé (tel que le Projet Accès et Diversification du Secteur de l'Energie); et (iv) de renforcer l'appui à l'environnement propice aux affaires en associant les réformes du secteur privé avec une plus grande capacité du secteur public à créer de l'espace pour, et appuyer, ces réformes. Les critères de sélectivité utilisés pour décider des nouveaux investissements et les services de conseil comprennent l'alignement avec les objectifs d'origine de la SPP et la nouvelle stratégie MENA, l'engagement du gouvernement, l'avantage comparatif du GBM parmi les partenaires au développement de Djibouti et l'engagement antérieur du GBM dans le secteur.

Premier Pilier: Réduire la vulnérabilité

- a. *La Réponse en Développement aux Impacts des Déplacements dans la Corne de l'Afrique (projet régional; 2 millions USD de l'IDA national et 18 millions USD de l'IDA régional).* Ce projet fournit des réponses aux conséquences de la présence prolongée des réfugiés dans la région et soutient les efforts de la stratégie MENA en faveur du renforcement de la résilience et de la coopération régionale. Ce projet abordera l'agenda de la jeunesse, des changements climatiques et de la gestion des risques de catastrophe. En s'inspirant des vastes travaux d'analyse entrepris dans la région, le projet cherchera à aborder les inégalités entre les sexes, réduire la violence basée sur le sexe, et assurer l'autonomisation des jeunes en permettant aux communautés d'identifier et de prioriser les investissements dans les services sociaux, les infrastructures économiques et les moyens de subsistance traditionnels et non traditionnels. Les interventions seront axées spécifiquement sur les femmes, les ménages dirigés par des femmes, et les jeunes, qui sont affectés de façon disproportionnée par les déplacements. Ce travail cherche à étendre les efforts pour le renforcement de la cohésion sociale et l'intégration entre les communautés d'accueil et les réfugiés et la mise en place des mécanismes pour éviter des tensions croissantes. De plus, le DRDIP vise à améliorer la santé et réduire la pollution de l'air intérieur grâce à l'utilisation de combustibles plus propres et des technologies de cuisson économes en combustibles. Enfin, le projet contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la promotion de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, des mesures de conservation du sol et de l'eau, et des efforts de reboisement en appui à l'agenda du changement climatique. Les trois composantes de l'investissement sont interdépendantes et contribuent à leur renforcement mutuel. La mise en œuvre se fera d'une manière progressive, de façon à atténuer la complexité du projet.

- b. *Un financement supplémentaire pour le Projet des Filets sociaux de Sécurité (4 millions USD, IDA).* En tirant parti des bases solides du projet pour réduire la vulnérabilité parmi les citoyens de Djibouti, ce financement additionnel soutiendra les efforts de la stratégie MENA pour le renouvellement du contrat social par la fourniture d'une protection plus efficace pour les personnes pauvres et vulnérables. Il continuera à développer les blocs de base d'un système de filet de sécurité sociale et d'améliorer la résilience des ménages pauvres et vulnérables avec les femmes enceintes et les enfants d'âge préscolaire grâce à un accès accru aux revenus, au développement du capital humain et à la construction des actifs communautaires. Un objectif explicite consistera à promouvoir l'institutionnalisation de l'approche communautaire de la prévention de la malnutrition, en collaboration avec le Ministère de la Santé. Le projet continuera à promouvoir une vision nationale pour la protection sociale, notamment par un appui continu à la création et la mise en œuvre d'un registre social afin de permettre au gouvernement d'améliorer la prestation des services et de consolider et de proposer plusieurs programmes d'aide sociale. Le projet contribuera au renforcement de la conception d'un nouveau programme de transferts monétaires nationaux, en partie grâce à l'appui à la coordination des mesures d'accompagnement (sur la nutrition et l'éducation, par exemple) qui contribue au renforcement du capital humain des Djiboutiens les plus pauvres. Cette opération est destinée à renforcer les institutions inclusives qui œuvrent pour les personnes pauvres.
- c. *Un financement supplémentaire pour le projet de développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface (PRODERMO) (7 millions USD, IDA).* Compte tenu des résultats tangibles enregistrés en date, le financement additionnel tirera parti de la dynamique du processus participatif piloté par la communauté et les normes de gestion mises au point par le projet actuel afin de consolider les acquis et intensifier les activités en cours dans six zones de pâturage supplémentaires et deux sites de pêche. Le financement supplémentaire visera à: (i) mobiliser les eaux de surface et souterraines pour la consommation humaine et des activités communautaires de production agricole et d'élevage à petite échelle pour améliorer la résilience des ménages ruraux aux changements climatiques, notamment la sécheresse; (ii) améliorer la production et la valeur ajoutée des activités agricoles et d'élevage des communautés rurales autour de points d'eau; et (iii) renforcer les capacités organisationnelles, techniques et de gestion au niveau communautaire, ainsi que les capacités de l'entité de mise en œuvre et de son personnel central et régional. Le financement additionnel mettra davantage l'accent sur la représentation des femmes dans les comités de pilotage locaux et en tant que bénéficiaires des sous-projets et activités génératrices de revenus. Il mettra en œuvre l'éducation nutritionnelle et les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités sur le rôle de l'élevage et de la pêche en tant que source d'aliments denses en éléments nutritifs. Conformément à l'engagement de la région MENA à coopérer avec les parties prenantes de façon plus générale, ce financement additionnel comprendra la participation citoyenne pour le renforcement de la voix des pauvres à Djibouti qui est primordiale pour l'amélioration de la gouvernance.
- d. *Le fonds fiduciaire MDTF-MENA de 250 000 USD, en appui à l'Assemblée nationale.* Avec la mise en place du premier parlement à deux partis à Djibouti depuis l'indépendance, le pays a l'occasion d'aborder les questions de la voix, de la responsabilité et de la cohésion sociale, dans une atmosphère où les citoyens sont plus engagés dans le processus politique ainsi que dans le développement de leur pays. Cette subvention servira à financer le développement d'un dialogue national sur les défis et les priorités clés, la construction de l'élan actuel et promouvoir les efforts de la stratégie MENA pour le renouvellement du contrat social avec les citoyens. Le don œuvrera

également pour le renforcement de la capacité des parlementaires à mieux comprendre leur rôle, la préparation et la révision des lois, l'exécution du budget, et l'exercice de leur fonction de contrôle, tout en contribuant à un processus ouvert et collaboratif. Toutes les activités proposées comprendront des représentants de tous les grands partis.

- e. *Un don MDTF-MENA (363 000 USD) pour réduire la consommation du qat chez les jeunes.* Le *qat* est une institution culturelle nationale, profondément ancrée dans tous les domaines de la vie à Djibouti. Du temps et des ressources considérables sont consacrés à la mastication du *qat*, non seulement chez les hommes adultes de toutes les classes sociales, mais de plus en plus chez les jeunes et les femmes. La consommation du *qat* détourne l'argent, déjà limité pour les dépenses essentielles, prolonge la durée de l'éloignement de la famille, affecte négativement les opportunités d'améliorer le bien-être et la recherche d'un emploi, et réduit la productivité dans le travail. Par ailleurs, le *qat* a plusieurs effets négatifs sur la santé, tels que l'hyperactivité, l'insomnie, la dépression légère et l'irritabilité au moment du retrait, et l'augmentation de la probabilité de crises cardiaques, des cancers oraux, et une diminution de la fonction hépatique sur le long terme. Le don œuvre à mieux faire connaître les impacts du *qat* à travers les activités d'information, d'éducation et de communication; le renforcement des capacités des jeunes femmes et hommes à travers la formation professionnelle et des aptitudes de la vie; et la facilitation des stages pré-emploi.

Deuxième pilier : Renforcement des capacités du secteur public et privé pour la prestation de services

- f. *Électrification durable (7 millions de dollars, IDA).* Ce projet aura pour but d'améliorer la prestation des services d'électricité modernes grâce aux investissements en réseau et hors-réseau, renforçant ainsi la capacité du secteur privé à fournir des services et des opportunités économiques. Le projet mettra à profit le succès de l'accès au Projet d'accès et de diversification de l'énergie (achevé le 31 décembre 2014) qui a électrifié plus de 26 000 foyers (couvrant 4 pour cent de la population) à Balbala. Le projet cherchera à attirer des fonds privés et publics pour aider à étendre le réseau existant dans les zones péri-urbaines et élargir les projets pilotes de systèmes solaires photovoltaïques dans les zones rurales. Le GBM cherchera des cofinancements des partenaires financiers et s'inspirera des meilleures pratiques de sa vaste expérience dans le domaine de la mise en œuvre des projets d'accès à l'énergie dans le monde entier.
- g. *Financement additionnel pour le projet de Gouvernance et développement du secteur privé (5 millions de dollars, IDA).* Le projet est actuellement axé sur le renforcement des capacités institutionnelles et de la réforme liée au climat d'investissement qui contribuera au renforcement de la gouvernance dans son ensemble. Compte tenu du faible niveau de capacité technique et de gestion, et de l'accès limité au financement parmi les nouvelles entreprises et les entrepreneurs, le financement additionnel sera fourni pour aider les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises à réaliser les investissements dont ils ont besoin pour devenir plus compétitifs, étayant les efforts de la nouvelle stratégie MENA pour renouveler le contrat social en soutenant un secteur privé plus solide qui peut créer des emplois et des opportunités pour les jeunes. Le projet permettra d'élargir la portée et l'ampleur de l'assistance technique afin d'aider les institutions réglementaires à élaborer un plan d'action cohérent pour alléger les procédures lourdes. Le financement additionnel soutiendra également des investissements pour améliorer l'infrastructure de paiement de base de la Banque centrale et de créer un fonds de garantie partielle de crédit. Le financement additionnel bénéficiera d'une collaboration continue entre les *Global Practices* en Finance et Marchés, du commerce et de la compétitivité, et de la gouvernance. Les ressources seraient

mobilisées du fonds fiduciaire de l'Initiative de renforcement et de la réforme du secteur financier (*FIRST*) pour soutenir les efforts de réforme de l'infrastructure financière et l'accès au financement par le ministère des Finances et la Banque centrale de Djibouti.

- h. *La SFI continuera de se concentrer sur le développement de l'entreprise à travers des investissements potentiels en utilisant une approche proactive dans des secteurs cruciaux pour la diversification économique (tels que la pêche, le tourisme, les services financiers et l'infrastructure, y compris l'énergie) et sur les activités non liées aux investissements tels que le développement des PME et le climat d'investissement.* Les nouveaux domaines d'intervention seraient les suivants: (i) l'introduction d'outils de renforcement des capacités pour les PME (en utilisant Business Edge/SME Toolkit); (ii) la fourniture de connaissances techniques et de soutien à la Banque centrale de Djibouti pour développer un cadre juridique et/ou réglementaire solide pour les activités de crédit-bail; et (iii) l'appui au gouvernement (en collaboration avec la Banque mondiale et l'AFD) sur l'élaboration d'une stratégie PPP et le cadre institutionnel, tout en identifiant un pipeline parallèle de projets prioritaires de PPP réalisables. L'appui aux PPP permettra au gouvernement de renforcer la participation du secteur privé dans le développement de projets d'infrastructure ciblés, ce qui permettra au gouvernement de fournir une infrastructure résiliente et durable qui soutient la croissance économique à long terme et l'accès équitable aux services de base.
 - i. *La MIGA restera ouvert à soutenir les investissements privés transfrontaliers à Djibouti dans des projets qui correspondent aux priorités du pays, tels qu'ils sont énoncés dans la SPP et les stratégies de MENA et du MIGA.* A ce jour, la MIGA soutient un projet à Djibouti, le Doraleh Container Terminal Port, avec une couverture de garantie en cours s'élevant à 81 millions de dollars. La garantie d'assurance des risques politiques du MIGA sera disponible pour des projets dans des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie, le transport, la finance, l'industrie, et l'agriculture, en mettant l'accent sur la création d'emplois. La MIGA travaillera avec la SFI pour identifier les projets dans lesquels la garantie des risques politiques peut soutenir la décision de canaliser les investissements du secteur privé à Djibouti. La MIGA continuera à offrir une couverture à long terme (jusqu'à 20 ans) et la capacité d'appuyer de grandes transactions.
46. **Dans la poursuite des efforts du GBM pour renforcer la collaboration interne, cette PLR fournit un appui à trois nouveaux programmes complémentaires: DRDIP, financement additionnel pour le SSNP et financement additionnel pour le PRODERMO.** Dans le cadre du DRDIP régional, les personnes actuellement mal desservies dans les communautés cibles seront soutenues par des sous-projets de prestation de services basés sur la mobilisation communautaire inclusive et sensible aux conflits et une application minutieuse des lieux de prestation de services existants et des zones mal desservies. Bien que la volonté de participer soit un critère important, le DRDIP peut utilement bénéficier du registre social en cours d'élaboration avec l'appui du SSNP. Dans le même temps, les bénéficiaires du SSNP pourraient être prioritaires pour le soutien à entreprendre des activités traditionnelles et non traditionnelles de subsistance dans le cadre du DRDIP, à condition qu'ils répondent aux critères d'admissibilité. De même, les initiatives SSNP et PRODERMO vont travailler ensemble pour veiller à ce que les activités de prévention communautaires, dans le domaine de la santé et de la nutrition maternelle et infantile, soient étendues aux zones rurales. Les structures communautaires solides mises en place par le biais de PRODERMO seront mises à profit pour former les leaders de la communauté et mettre en activité le lieu de prévention à travers le SSNP. Par ailleurs, les efforts de PRODERMO pour accroître l'accès à l'eau au sein des communautés rurales et

améliorer leur capacité à gérer les ressources en eau et agro-pastorales en utilisant une approche participative du développement communautaire sera favorisée par les investissements du DRDIP dans les moyens de subsistance traditionnels et non traditionnels pour diversifier les sources de revenu, améliorer la productivité et les rendements grâce à des investissements de la chaîne de valeur, et soutenir les organisations communautaires basées sur les moyens de subsistance afin d'assurer la durabilité des résultats du projet.

47. **Un certain nombre d'initiatives en matière de gouvernance existent à travers les deux piliers de la SPP.** Premièrement, de nouveaux engagements prometteurs avec le parlement et les institutions judiciaires locales sont en cours de déploiement pour compléter les interventions significatives existantes du GBM sur la gouvernance, y compris une assistance technique pour soutenir les réformes dans l'administration civile, les entreprises publiques (EP), les institutions supérieures de contrôle, et le secteur de la justice, dont certains ont eu un impact mesurable. L'assistance technique (depuis l'exercice fiscale 2015) pour accroître la transparence et la responsabilité des entreprises publiques a conduit à l'élaboration d'un projet de loi sur la gouvernance des EP qui attend maintenant l'approbation de l'Assemblée Nationale après son passage au Conseil des ministres. En outre, un récent bilan a mis en évidence des domaines critiques supplémentaires dans lesquels le GBM pourrait envisager de fournir un appui au cours de l'année à venir, y compris dans la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption, la gestion des finances publiques, la gouvernance des secteurs, et la participation citoyenne, dont beaucoup offriraient de fortes complémentarités avec les engagements présents à travers les deux piliers. Les formations et les Assistanes techniques se poursuivront, en collaboration avec le FMI, en matière de gestion de la dette. Deuxièmement, deux nouvelles études sont commandées —une sur le renforcement de la compétitivité de Djibouti et l'autre sur l'amélioration de la prestation des services —pour formuler des recommandations sur les réformes de gouvernance nécessaires en vue d'assurer un accès équitable aux opportunités, sur la base d'une évaluation approfondie des lacunes en matière de gouvernance du pays et les considérations tribales et familiales qui empêchent les citoyens d'avoir des chances égales et de participer pleinement à la vie économique. Les études identifieront les mesures réalisables pour renouveler le contrat social entre l'Etat et ses citoyens, en vue d'être intégrées aux programmes existants et futurs. Troisièmement, le GBM continuera à fournir une assistance pour le renforcement des comptes nationaux de Djibouti pendant la période restante de la SPP. Quatrièmement, l'assistance technique pour soutenir la conception et la mise en œuvre de la nouvelle enquête sur le budget des ménages prévue pour 2017 mettra à disposition des données de meilleure qualité pour informer l'élaboration des politiques et sera complétée par la formation des fonctionnaires du gouvernement sur les questions d'intégrité et de lutte contre la corruption. Enfin, un Diagnostic Systématique du pays (SCD) est prévu pour l'exercice 2018 pour alimenter le suivi du cadre de partenariat pays. Le SCD apportera des contributions à la SPP sur le modèle de croissance durable, les questions de gouvernance et l'agenda de la prévention dans le contexte de Djibouti.
48. **Les services de Conseil (ASA) continueront à informer les opérations de la Banque, supporter des changements de la politique et permettre d'influencer les choix d'autres partenaires.** La stratégie d'électrification rurale (Exercice 2014) enrichira le nouveau projet d'électrification durable. Les efforts de la Banque ont donné lieu à une nouvelle législation pour la réforme de la gestion des entreprises publiques. L'Assistance technique en cours contre la pauvreté fournira un appui à la conception et la mise au point des opérations en matière de santé, d'éducation et de développement rural et urbain. L'appui à la conception et à la mise en œuvre de la nouvelle enquête sur le budget des ménages éclairera toutes les opérations en cours et futures, et serviront de base au SCD. Sur la base

des conclusions du SCD et le contexte des analyses annuelles de la viabilité de la dette du GBM et du FMI, l'ASA décrit dans la SPP pourrait fournir un appui à la gestion de la dette et des investissements ainsi que la gestion des finances publiques.

49. **Le cadre des résultats de la SPP a été ajusté pour tenir compte de la proposition de révision du deuxième pilier, et aligner les résultats spécifiques plus étroitement avec les interventions du GBM (Annexe 2).** Le cadre des résultats de la SPP d'origine n'a pas inclus des jalons sur la voie de la réalisation des résultats de la SPP. Cette PLR a introduit des jalons, permettant une meilleure différenciation entre les indicateurs de résultats et les étapes intermédiaires à compléter durant la période du SPP. Les indicateurs sur la distribution des cartes de bénéficiaires dans le registre social, l'accès aux routes revêtues dans le Quartier 7, et un examen indépendant et la certification des résultats des tests des puits géothermiques ont été révisés afin d'aligner plus étroitement avec les indicateurs suivis dans les interventions en cours. En outre, comme indiqué ci-dessus, l'indicateur d'origine dans la SPP associé à la réforme du secteur des télécommunications a été supprimé. La Banque est prête à reprendre le dialogue sur une proposition d'ouverture du secteur des télécommunications, si les autorités décident d'entreprendre les réformes nécessaires. La matrice de résultats mise à jour comprend 16 résultats et des jalons supplémentaires. Parmi ces résultats, sept ont été réalisés à ce jour. Bien que les résultats obtenus au cours de la période de la SPP doivent provenir principalement du portefeuille en cours, certains indicateurs de progrès ont été ajoutés pour tenir compte de nouveaux indicateurs des activités. Ces indicateurs ont été spécifiés en tenant dûment compte des progrès limités qui seront faits dans ces interventions entre maintenant et la fin de la période de la SPP. Des résultats plus importants de ces programmes seront capturés dans la matrice de résultats du cadre de partenariat pays qui suivra la période de la SPP.

VI. RISQUES POUR LE PROGRAMME DE LA SPP

50. **La SPP a identifié un certain nombre de risques au niveau du pays et au niveau des projets pour une mise en œuvre satisfaisante du programme.** Les risques au niveau du pays incluent la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux chocs externes, relativement faible capacité budgétaire et institutionnelle, le potentiel de capture et de patronage de l'élite, les tensions sociales et les risques d'instabilité sociale et les défis liés à la sécurité régionale. Les risques au niveau des projets incluent les défis liés à la gouvernance, la lenteur des changements de comportement, les contraintes de capacité, et un mécanisme de coordination de l'aide naissants. Une analyse révisée de l'Outil d'évaluation systématique des risques des activités (SORT) réaffirme la prévalence de ces risques, qualifiant le risque global comme important (tableau 2).

Tableau 2 : Outil révisé d'évaluation systématique des risques des activités

Catégories de risques	Classement*
1. Politique et gouvernance	E
2. Macro-économique	I
3. Stratégies et politiques du secteur	M
4. Concept technique du projet ou programme	I
5. Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la durabilité	E
6. Fiduciaire	I
7. Environnement et social	M
8. Parties prenantes	I
Total	I

E = Elevé, I = Important, M = Modéré, et F = Faible.

51. **Les risques de politiques et gouvernance sont élevés, surtout à la lumière des récentes élections présidentielles à Djibouti.** Les défis de gouvernance comprennent un cadre législatif nécessitant des révisions, un manque de mise en œuvre, la prédominance du pouvoir exécutif, la frustration chez les fonctionnaires et les perceptions de corruption. Conformément au programme de réforme du gouvernement, le GBM a lancé une intervention à petite échelle pour aborder la législation de la fonction publique fragmentée et inconsistante et accroître la transparence et la responsabilisation des entreprises publiques. Bien que ces réformes soient susceptibles d'aider à renforcer la prestation des services publics et privés dans tous les secteurs, les risques de gouvernance continuent d'être pertinents, surtout que les réformes en cours peuvent être bloquées après la nomination du nouveau gouvernement en mai 2016. Bien qu'une grande partie de ce risque soit exogène, le GBM contribuera à l'atténuer en s'engageant largement avec les parties prenantes à Djibouti, tant au sein du gouvernement qu'au sein du Parlement et dans la société civile.
52. **Comme indiqué ci-dessus, la croissance et la stabilité macroéconomique font face à des risques importants.** Ceux-ci comprennent la forte dépendance économique de Djibouti vis-à-vis des acteurs régionaux et mondiaux présentant eux-mêmes des signes d'essoufflement, tels que des retards de construction, les événements économiques négatifs dans les pays voisins, l'évolution de la sécurité régionale et une instabilité sociale et politique intérieure. Une détérioration supplémentaire de la situation financière et de la dette et des retards à s'entendre sur un nouveau programme du FMI pourraient affecter la qualité de la gestion macroéconomique et exacerber les risques pour la croissance et la stabilité. Un déficit de croissance et des recettes fiscales pourrait nuire considérablement à la capacité du gouvernement à tenir les promesses faites. Dans un effort pour atténuer ces risques, le GBM et le FMI entreprennent une analyse de viabilité de la dette chaque année. Elle est discutée en profondeur avec le gouvernement, signalée dans les notes de surveillance macroéconomiques de la Banque et publiée dans le rapport du FMI sur les consultations de l'Article IV avec Djibouti. Compte tenu des frais élevés de remboursement de la dette du pays, le GBM et le FMI ont fourni un appui technique à l'organisation d'une conférence sur la réforme fiscale, dans le but d'améliorer l'efficacité (ce qui devrait améliorer les revenus) et de l'équité (ce qui devrait réduire la pression fiscale sur les travailleurs à faible revenu et quelques grandes entreprises) du système fiscal. Le GBM, en collaboration avec le FMI, assure le suivi de ce soutien à travers une assistance technique pour concevoir et à mettre en œuvre les réformes fiscales identifiées lors de la conférence nationale sur la fiscalité.
53. **Étant donné le contexte de mise en œuvre difficile à Djibouti, il y a un risque sérieux qu'une conception des programmes trop compliquée conduise à une mise en œuvre lente ou inefficace.** L'équipe de la Banque cherche à atténuer ce risque grâce à des efforts concertés afin d'assurer une conception de programmes plus simple, couplée avec des missions de supervision plus fréquentes, des conférences audio et vidéo régulières pour suivre les progrès accomplis, des efforts pour s'assurer que la SPP soit adéquatement dotée et des ateliers réguliers sur les procédures du GBM concernant la passation de marchés, les décaissements et la gestion financière. En outre, la nouvelle politique de passation de marchés du GBM pourra contribuer à fournir une assistance pratique aux clients en réduisant le temps consacré à un examen préalable des contrats.
54. **Le risque que la faible capacité institutionnelle affecte la mise en œuvre et la durabilité du programme reste élevé.** La PLR cherche à atténuer ce risque grâce à une supervision étroite continue et le soutien à l'exécution des projets, tel que décrit dans le paragraphe précédent. En outre, le changement proposé dans l'objectif du deuxième pilier de la SPP de renforcer l'environnement des

affaires pour aborder plus explicitement le problème de la capacité des secteurs public et privé dans la prestation de services est un effort pour atténuer le risque qu'une faible capacité ralentisse ou même déjoue les progrès par rapport aux résultats de la SPP.

55. **Les risques fiduciaires par rapport au programme de la SPP restent considérables.** Le risque que l'accapement des ressources par les élites et le népotisme affectent la mise en œuvre du programme reste d'actualité. L'équipe de la Banque vise à atténuer ces risques en fournissant, par le biais de la Chambre de Commerce, des formations pour les entreprises locales dans les marchés publics, la gestion financière et les garanties. Ces formations renforcent la compréhension par le secteur privé des procédures de passation de marchés en vigueur et des meilleures pratiques internationales afin de s'assurer que les offres ou les audits présentés par les entreprises locales soient adéquats, complets et conformes aux normes fiduciaires fiables. Le GBM a l'intention de procéder à deux nouvelles études sur la compétitivité et la prestation de services pour examiner les questions de l'accapement potentiel des ressources par les élites et le copinage.
56. **Les risques des parties prenantes restent substantiels à Djibouti, en particulier compte tenu de l'afflux récent de réfugiés et le rôle de la récente élection.** Le risque de tensions sociales et d'instabilité, identifié dans la SPP, demeure pertinent car il est nécessaire pour Djibouti de modifier son modèle actuel de croissance à forte intensité de capital pour une croissance plus durable à haute intensité de main d'œuvre. Le pays est confronté à une perception accrue des inégalités et des injustices en raison de grands projets d'infrastructure, dont beaucoup sont financés de l'étranger, qui n'ont pas fait une brèche importante dans les niveaux élevés d'inégalité de revenu, de chômage et de pauvreté. Les jeunes à Djibouti, qui représentent une grande proportion de la population du pays, peuvent se sentir particulièrement marginalisés car ils cherchent un emploi rémunérateur dans un contexte où les emplois sont rares. Ces questions peuvent revenir sur le devant de la scène dans le sillage de la récente élection présidentielle. En outre, la guerre au Yémen voisin et l'arrivée d'un nombre important de réfugiés qui en résulte continue de faire pression sur un système déjà fragile de ressources limitées, les défis de la prestation de services et les rares emplois existants. La représentation locale de la Banque a continué de s'engager auprès d'un large éventail de parties prenantes, notamment l'Assemblée Nationale, la société civile et le secteur privé et bien que ce risque soit en grande partie exogène, le risque sera atténué dans la mesure du possible grâce à une surveillance étroite et un dialogue constructif avec le gouvernement. Le GBM aura l'occasion de s'engager plus largement auprès des parlementaires, y compris ceux de la coalition au pouvoir et ceux de l'opposition, à travers le MDTF MENA accordé pour soutenir l'Assemblée Nationale. En outre, le GBM fait face à la situation aiguë des réfugiés avec une opération régionale sur les effets des déplacements, qui cherchera à renforcer la cohésion sociale et l'intégration entre les réfugiés et les communautés d'accueil et mettre en place des mécanismes pour prévenir les tensions accrues.

Annexe 1 : Mise à jour du cadre de résultats de la SPP

Objectifs de Développement du Pays	Enjeux de développement résolus par la SPP	Résultats attendus et indicateurs de la SPP	Étapes supplémentaires	Programmes et partenaires du Groupe de la Banque mondiale
Pilier 1: Réduction de la Vulnérabilité				
Améliorer les programmes de filets de sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Base inadéquate pour le ciblage des bénéficiaires des programmes de filets de sécurité • Difficultés à s'assurer que les prestations atteignent les plus pauvres et les plus vulnérables 	<p>1.1 Amélioration de la capacité institutionnelle à atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables et à accroître leur accès à des opportunités d'emploi à court terme</p> <p><i>1.1.1 Amélioration de l'emploi dans les travaux et services communautaires à forte intensité de main-d'œuvre (jours-personnes)</i> Année de référence: 15 000 (2013) Objectif: 400 000 (2018)</p> <p><i>1.1.2 Amélioration de l'emploi des femmes dans les travaux et services communautaires à forte intensité de main-d'œuvre (jours-personnes)</i> Année de référence: 7500 (2013) Objectif: 200 000 (2017)</p>	<p><i>Introduction des prestations sociales sous conditions de ressources</i> Année de référence: No (2013) Objectif: Oui (2018)</p> <p><i>Nombre de personnes inscrites dans le registre social avec un numéro unique d'identité des ménages</i> Année de référence: 0 (2013) Objectif: 7000 (2018)</p> <p><i>Amélioration du système de surveillance de la pauvreté et du genre par le renforcement des statistiques et la réalisation d'un diagnostic de pauvreté et de genre</i> Année de référence: No (2013) Objectif: Oui (2018)</p>	<p>Réponse aux crises - Filets sociaux de sécurité(P130328)</p> <p>Réponse aux crises - Filets sociaux de sécurité– Financement additionnel(Exercice 2016)</p> <p>Développement du Capital humain - Projet de filet de sécurité sociale(P120588)</p> <p>Analyse de la pauvreté et de l'impact social : Renforcement des filets de sécurité à Djibouti(P148622)</p> <p>Genre et pauvreté ESW</p>
Développer le capital humain par l'amélioration	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de renforcer la capacité institutionnelle du Ministère de 	<p>1.2 Renforcement de la gestion du système éducatif</p> <p><i>1.2.1 Rapports statistiques annuels sur l'éducation produits avec des indicateurs</i></p>		Appui des capacités institutionnelles et gestion du système d'éducation et de formation(P123315)

Objectifs de Développement du Pays	Enjeux de développement résolus par la SPP	Résultats attendus et indicateurs de la SPP	Étapes supplémentaires	Programmes et partenaires du Groupe de la Banque mondiale
des indicateurs de santé et la qualité de l'éducation	l'éducation nationale et de la formation professionnelle pour assurer la livraison et un contrôle plus efficace de la qualité de l'éducation <ul style="list-style-type: none"> Faible utilisation des services de santé maternelle et infantile et programmes de lutte contre les maladies transmissibles 	<i>nationaux clés, y compris des données ventilées par sexe, pour appuyer la gestion de l'éducation (nombre cumulé)</i> Année de référence: 1 (2013) Objectif: 5 (2018) 1.3 Amélioration de l'utilisation des services de santé maternelle et infantile et programmes de lutte contre les maladies transmissibles <i>1.3.1 Augmentation de la part des femmes qui accouchent dans un établissement assisté par du personnel qualifié dans les zones rurales(%)</i> Année de référence: 25% (2013) Objectif: 50% (2018) <i>1.3.2 Augmentation de la part des enfants complètement vaccinés avant leur premier anniversaire(%)</i> Année de référence: 32% (2013) Objectif: 52% (2018) <i>1.3.3 Augmentation de la part des femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral selon le protocole (%)</i> Année de référence: 12% (2013) Objectif: 63% (2018)		Accès à une 'éducation et qualité Projet d'amélioration de la performance du secteur de la santé(P131194) Partenaire: OMS, UNICEF, FNUAP et PAM, ainsi que les organisations multilatérales et bilatérales: BAD, BID, AFD, USAID et Coopération italienne
Revitaliser et renforcer le développement rural et mettre	<ul style="list-style-type: none"> Ressources en eau et agro-pastorales rares dans les zones rurales 	1.4 Amélioration de l'accès aux infrastructures de base dans les zones rurales et urbaines défavorisées <i>1.4.1 Augmentation du nombre de ménages</i>	<i>Part des griefs enregistrés liés à la prestation des avantages du projet qui sont effectivement résolus</i>	Projet de développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface/ PRODERMO

Objectifs de Développement du Pays	Enjeux de développement résolus par la SPP	Résultats attendus et indicateurs de la SPP	Étapes supplémentaires	Programmes et partenaires du Groupe de la Banque mondiale
<p>en œuvre une politique de développement des villes sans taudis</p>	<p>Manque d'accès à l'eau et des routes dans les zones urbaines pauvres de Djibouti-Ville, en particulier au sein de Quartier 7</p>	<p><i>ruraux ayant un accès plus sûr à l'eau potable dans un délai raisonnable (deux heures aller-retour) dans les zones du projet (nombre)</i> Année de référence: 1,60 (2013) Objectif: 7,099 (2018)</p> <p><i>1.4.2 Part des activités génératrices de revenus financées par le projet destiné aux femmes(%)</i> Année de référence: 0% (2013) Objectif: 39% (2018)</p> <p><i>1.4.3 Augmentation du nombre de personnes à 50 m des routes, égouts et éclairage des rues réhabilitées et nouveaux (nombre)</i> Année de référence: 0 (2013) Objectif: 10,000 (2018)</p> <p><i>1.4.4 Part des femmes parmi les bénéficiaires des sous-projets dans le Quartier 7 (%)</i> Année de référence: 0% (2013) Objectif: 50% (2018)</p> <p><i>1.4.5 Sous-projets financés qui fonctionnent et fournissent des services aux communautés six mois après l'achèvement dans le cadre du DRDIP</i> Année de référence: 0% (2015) Objectif: 40,000 (2018)</p>	<p>Année de référence: 0% (2013) Objectif: 60% (2018)</p> <p><i>Augmentation du nombre de sous-projets financés par le Fonds de développement communautaire</i> Année de référence: 0 (2013) Objectif: 30 (2018)</p> <p><i>Part des sous-projets financés complétés par des associations de femmes</i> Année de référence: 0% (2013) Objectif: 50% (2019)</p>	<p>(P117355)</p> <p>Projet de développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface / PRODERMO (Exercice 2016)</p> <p>Projet de réponse en développement aux impacts des déplacements dans la Corne de l'Afrique (Exercice 2017)</p> <p>Projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain (P088876)</p> <p>Second projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain (P145848)</p> <p>Partenaire: FIDA, UE, FAO</p>
<p>Renforcer la capacité du pays à faire face aux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte vulnérabilité aux 	<p>1.5 Amélioration de l'évaluation des risques de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité</p>		<p>Gestion des risques de catastrophe Phase III (P149978)</p>

Objectifs de Développement du Pays	Enjeux de développement résolus par la SPP	Résultats attendus et indicateurs de la SPP	Étapes supplémentaires	Programmes et partenaires du Groupe de la Banque mondiale
risques de catastrophe	changements climatiques et les catastrophes naturelles <ul style="list-style-type: none"> • Le manque de système d'information sur les risques de catastrophes et des mesures d'atténuation • Aucune plateforme actuelle pour l'évaluation et la communication des risques de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité 	1.5.1 Mise en œuvre de l'approche globale d'évaluation des risques à Djibouti Base de référence: Non (2013) Cible: Oui (2018)		Évaluation des catastrophes naturelles et des risques Système de surveillance (P119878) Partenaires: l'UE , la FAO , le PAM , le PNUD, l'UNESCO , le FNUAP, l'USAID , l'OMS
Pilier 2: amélioration du climat des affaires pour le renforcement des capacités des secteurs public et privé pour la prestation des services				
Améliorer l'efficacité et l'efficience de l'économie par la modernisation	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité limitée pour évaluer la viabilité commerciale de l'énergie géothermique 	2.1 Amélioration de l'accès à l'électricité à prix abordable <i>2.1.1 Personnes qui ont eu accès à l'électricité par raccordement des ménages</i> Année de référence: 14 800 (2013)	<i>Fourniture d'une étude de faisabilité pour la production d'énergie géothermique</i> Année de référence: No (2013)	Projet de production de l'énergie géothermique(P127143) Projet d'accès et de diversification de l'énergie

Objectifs de Développement du Pays	Enjeux de développement résolus par la SPP	Résultats attendus et indicateurs de la SPP	Étapes supplémentaires	Programmes et partenaires du Groupe de la Banque mondiale
et l'amélioration des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Viabilité financière précaire de l'utilité de l'énergie, en dépit des tarifs élevés 	Objectif: 22 800 (2018)	Objectif: Oui (2018)	électrique(P086379) Partenaires : AFD, BAD, UE, OPEP / OFID
Promouvoir une économie diversifiée et compétitive avec le secteur privé en tant que moteur de la croissance	<ul style="list-style-type: none"> • La croissance du secteur privé est freinée par le coût élevé des intrants tels que la main-d'œuvre, l'énergie et les télécommunications • Malgré les coûts élevés de la main-d'œuvre, la productivité des travailleurs est faible • Les principaux déficits dans presque tous les domaines de la gouvernance, y compris la clarté et la cohérence des politiques publiques, la justice et la sécurité des biens, et la gestion de la corruption et la reddition de comptes freinent l'investissement 	<p>2. Amélioration du climat des affaires dans les zones sélectionnées</p> <p><i>2.3.1 Rationalisation des procédures de démarrage des entreprises (nombre de jours)</i> Année de référence: 37 jours (2013) Objectif: 10 jours (2018)</p> <p><i>2.3.2 Délivrance de permis de construction simplifiée (nombre de jours)</i> Année de référence: 167 jours (2013) Objectif: 90 jours (2018)</p> <p><i>2.3.3 Développement de la publication des affaires judiciaires civiles et commerciales sur le site du ministère de la Justice (%)</i> Année de référence: 0% (2013) Objectif: 95% (2018)</p>		Projet PSD (P146250) Gouvernance AAA (Ex. 2017-2018) Soutien de la SFI pour améliorer les indicateurs de <i>Doing Business</i> Soutien de la SFI pour l'introduction d'un cadre de crédit-bail Garantie de la MIGA pour le terminal à conteneurs de Doraleh Partenaires : FMI

Annexe 2 : Résumé des modifications entre le cadre de résultats initiaux de la SPP et le cadre de résultats de la PLR révisés

Résultat	Résumé des modifications
L'année cible pour atteindre les indicateurs / résultat est maintenant 2018 compte tenu de l'extension de la période de la PLR.	
1.1 Amélioration des capacités institutionnelles pour atteindre les plus pauvres et améliorer leur accès aux possibilités d'emploi à court terme	<ul style="list-style-type: none"> -Suppression de 1.1.1-Cartes de bénéficiaires distribuées à travers le registre social -1.1.2 transféré à la colonne Jalons -Prestations assorties de conditions de ressources introduites -1.1.5 transféré à la colonne Jalons –Système de surveillance de la pauvreté et du genre amélioré grâce au renforcement des statistiques et la réalisation d'un diagnostic sur le genre -Un autre jalon ajouté -Nombre de personnes qui reçoivent un numéro social unique
1.3 Amélioration de l'utilisation des services de soins de santé maternelle et infantile ainsi que des programmes de lutte contre les maladies transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> -Résultat 1.3 titre modifié comme suit : "amélioration de l'utilisation des services de soins de santé maternelle et infantile ainsi que des programmes de lutte contre les maladies transmissibles" -1.3.1 "proportion de femmes qui accouchent dans un établissement avec l'aide d'un personnel qualifié a augmenté" corrigé pour y inclure soins primaires et secondaires uniquement 1.3.2 "Proportion d'enfants complètement vaccinés avant leur premier anniversaire" : chiffres corrigés. 1.3.3 "Action ou les femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral selon le protocole" montants ajustés.
1.4 Amélioration de l'accès aux infrastructures de base dans les zones rurales et urbaines défavorisées	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle cible pour 1.4.1 pour refléter l'extension SPP d'un an - Changement de nom de l'indicateur 1.4.2 à " Part des activités génératrices de revenus financées par le projet PRODERMO pour les femmes' pour l'exercice 2018 -Suppression 1.4.3-La proportion de propriétés dans le quartier 7 à 50m des routes revêtues a augmenté -Suppression 1.4.4-Proportion d'habitants du quartier 7 de toutes tranches d'âge bénéficiant de sous-projets et services de développement communautaire améliorés - Changement de nom de 1.4.5 à "Part des bénéficiaires des sous-projets dans le Quartier 7 (%) qui ont accru l'accès aux services et sont des femmes" -1.4.6 transféré à la colonne Jalons-Proportion de sous-projets financés par les associations de femmes -Un autre indicateur de résultat ajouté-Le nombre de personnes à 150m des routes réhabilitées et nouvelles, des égouts et de l'éclairage des rues a augmenté - Un autre indicateur de résultat ajouté - Sous-projets financés qui fonctionnent et fournissent des services aux collectivités six mois après l'achèvement dans le cadre du Projet Corne de l'Afrique -Un autre jalon ajouté- Mécanisme de prise en charge de griefs effectivement abordé -Un autre jalon ajouté- Le nombre de sous-projets financés par le fonds de développement communautaire a augmenté
1.5 Amélioration de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Indicateur de résultat 1.5.1 «Mise en œuvre d'une approche globale de l'évaluation des risques à Djibouti et la plate-forme d'évaluation des risques en place " titre à changer pour « La mise en œuvre d'une approche globale de l'évaluation des risques à Djibouti " - Indicateur de résultat 1.5.2 " amélioration de la plate-forme de gestion des risques étant utilisé pour surveiller les vulnérabilités sectorielles aux dangers et aux chocs naturels " sera supprimé
2.1 Amélioration de l'accès à l'électricité à prix abordable grâce à une meilleure capacité d'évaluation de	<ul style="list-style-type: none"> -Titre de résultat modifié comme suit : "Amélioration de l'accès à une électricité abordable" -2.1.1 transféré à la colonne Jalons et ré intitulé "Soutien de la Banque à une étude à part entière sur la faisabilité de la production d'énergie géothermique fourni" modifié en "étude de faisabilité de la production d'énergie géothermique

la viabilité commerciale des ressources géothermiques, l'augmentation des raccordements et la réduction des pertes des services publics d'énergie	fournie" -Suppression de 2.1.2-Résultats bien testés examinés et certifiés de façon indépendante Suppression de 2.1.4 -Pertes des services publics d'énergie réduites grâce au déploiement de compteurs intelligents
2.2 résultat sur les télécommunications	Cet indicateur a été supprimé en raison de l'annulation du projet
2.3 résultat sur l'amélioration du climat des affaires	Titre de cet indicateur modifié en «Amélioration des services pour le secteur privé " Suppression du résultat 2.3.2 : le nombre de jours qu'il faut à la chambre de justice commercial pour rendre un jugement dans les litiges commerciaux Un autre indicateur de résultat ajouté : Délivrance des permis de construire simplifiée Un autre indicateur de résultat ajouté : Publication des affaires des tribunaux du commerce et civil sur le site web du ministère de la Justice (%)

Annexe 3 : Progrès dans l'atteinte des résultats initiaux de la SPP

Objectifs de développement nationaux	Défis de développement traités par la SPP	Résultats et indicateurs de la SPP– Progrès accomplis jusqu'en 2015	Programme et partenaires du Groupe Banque mondiale
Pilier 1 : Réduction de la vulnérabilité			
Améliorer les programmes de filets de sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Base inadéquate de ciblage des bénéficiaires des programmes de filets de sécurité • Difficultés à s'assurer que les avantages atteignent les plus pauvres et les plus vulnérables 	<p>1.1 Amélioration des capacités institutionnelles pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables et améliorer leur accès aux possibilités d'emploi à court terme</p> <p><i>1.1.1 Cartes de bénéficiaires distribuées à travers le registre social</i> Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017) Progrès : Réalisés</p> <p><i>1.1.2 Ressources avec PMT introduites</i> Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017) Progrès : Réalisés (le programme national de transfert en espèces nouvellement lancé vise les populations extrêmement pauvres à travers la vérification indicative des ressources)</p> <p><i>1.1.3 Le nombre d'emplois dans les travaux et services communautaires à forte intensité de main-d'œuvre a augmenté (personnes-jours)</i> Référence : 15000 (2013) Objectif : 400000 (2017) Progrès : Réalisés (plus de 500000 personnes-jours créées)</p> <p><i>1.1.4 L'emploi des femmes dans les travaux et services communautaires à forte intensité de main-d'œuvre a augmenté (personnes-jours)</i> Référence : 7500 (2013) Objectif : 200000 (2017) Progrès : Réalisés (plus de 400000 personnes-jours créées pour les femmes)</p>	<p>Réponse aux crises Filets sociaux de sécurité(P130328)</p> <p>Capital humain Filets sociaux de sécurité(P120588)</p> <p>Analyse de la pauvreté et de son impact social : Renforcement des filets de sécurité à Djibouti (P148622)</p> <p>Genre et pauvreté ESW</p>

		<p><i>1.1.5 Système de surveillance de la pauvreté et du genre amélioré grâce au renforcement des statistiques et la réalisation d'un diagnostic sur le genre</i></p> <p>Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017)</p> <p>Progrès : En bonne voie (une nouvelle enquête est en cours de préparation pour l'accomplissement de l'indicateur lui-même)</p>	
<p>Développer le capital humain par l'amélioration des indicateurs de la santé et de la qualité de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de renforcement des capacités institutionnelles au ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle pour assurer une prestation plus efficace et un suivi plus efficace de la qualité de l'éducation • Faible utilisation des services de soins de santé maternelle et infantile ainsi que des programmes de lutte contre les maladies transmissibles 	<p>1.2 Renforcement de la gestion du système éducatif</p> <p><i>1.2.1 Rapports statistiques annuels sur l'éducation produits avec les principaux indicateurs nationaux (nombre cumulé), y compris les données ventilées par sexe, pour soutenir la gestion de l'éducation</i></p> <p>Référence : 1 (2013) Objectif : 3 (2017)</p> <p>Progrès : Réalisés (un rapport statistique annuel créé par an)</p> <p>1.3 Amélioration de l'utilisation des services de soins de santé maternelle et infantile ainsi que des programmes de lutte contre les maladies transmissibles</p> <p><i>1.3.1 La proportion de femmes qui accouchent dans un établissement avec l'aide d'un personnel qualifié a augmenté (%)</i></p> <p>Référence : 53% (2013) Objectif : 65% (2017)</p> <p>Progrès : Non réalisés ; à remplacer par un nouveau résultat axé sur les soins primaires et secondaires</p> <p><i>1.3.2 La proportion d'enfants complètement vaccinés avant leur premier anniversaire a augmenté (%)</i></p> <p>Référence : 83% (2013) Objectif : 89% (2017)</p> <p>Progrès : Non réalisés ; la référence et l'objectif révisés à la baisse par rapport aux estimations nationales fondées sur les mesures mensuelles dans les établissements primaires et secondaires</p> <p><i>1.3.3 La proportion de femmes enceintes séropositives recevant un</i></p>	<p>Appui des capacités institutionnelles et gestion du système d'éducation et de formation (P123315)</p> <p>Accès et qualité de l'éducation</p> <p>Projet d'amélioration des performances du secteur de la santé (P131194)</p> <p>Partenaires : OMS, UNICEF, FNUAP et PAM, ainsi que des organisations multilatérales et bilatérales : BAD, BID, AFD, USAID, et la Coopération italienne</p>

		<p><i>traitement antirétroviral conformément au protocole a augmenté (%)</i> Référence : 12% (2013) Objectif : 37% (2017)</p> <p>Progrès : En bonne voie (27,3% en 2014)</p>	
<p>Revitaliser et renforcer le développement rural et mettre en œuvre une politique de développement de villes sans taudis</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources hydriques et agro-pastorales rares en milieu rural • Absence d'accès à l'eau et aux routes dans les zones rurales pauvres de Djibouti-ville, notamment au quartier 7 	<p>1.4 Amélioration de l'accès aux infrastructures de base dans les zones rurales et urbaines défavorisées</p> <p><i>1.4.1 Le nombre de ménages ruraux ayant un accès plus sûr à l'eau potable pour une durée de trajet raisonnable (deux heures aller-retour) a augmenté dans les zones du projet (nombre)</i> Référence : 1026 (2013) Objectif : 2350 (2017)</p> <p>Progrès : Réalisés (32 citernes et 7 réservoirs à ciel ouvert construits)</p> <p><i>1.4.2 Nombre d'activités génératrices de revenus financées par le projet pour les femmes (%)</i> Référence : 0% (2013) Objectif : 30% (2017)</p> <p>Progrès : Réalisés (23 activités génératrices de revenus pour les femmes sur un total de 47 mises en œuvre (49%))</p> <p><i>1.4.3 La proportion de propriétés dans le quartier 7 à 50m des routes revêtues (y compris les égouts et l'éclairage des rues) a augmenté (%)</i> Référence : 50% (2013) Objectif : 80% (2017)</p> <p>Progrès : Non réalisés ; nouvel indicateur ajouté en ligne avec les interventions du projet</p> <p><i>1.4.4 La proportion d'habitants du Quartier 7 de toutes tranches d'âge bénéficiant de sous-projets et services de développement communautaire améliorés a augmenté (%)</i> Référence : 10% (2013) Objectif : 30% (2017)</p>	<p>Projet de Développement communautaire rural et mobilisation des eaux de surface/ PRODERMO (P117355)</p> <p>Projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain (P088876)</p> <p>Second projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain (P145848)</p> <p>Projet de développement des collectivités rurales et mobilisation des eaux de surface / PRODERMO Financement complémentaire (2016)</p> <p>Projet Corne de l'Afrique (2016)</p> <p>Partenaires : FIDA, UE, FAO</p>

		<p>Progrès : Non réalisés ; nouvel indicateur ajouté en ligne avec les interventions du projet</p> <p><i>1.4.5 Proportion de femmes parmi les bénéficiaires de sous-projets au quartier 7 (%)</i> Référence : 0% (2013) Objectif : 50% (2017)</p> <p>Progrès : Réalisés (32% des habitants du quartier 7 (dont 50% de femmes) ont bénéficié des sous-projets)</p> <p><i>1.4.6 Proportion de sous-projets financés réalisés par les associations de femmes (%)</i> Référence : 0% (2015) Objectif : 50% (2017)</p> <p>Progrès : En voie (mise en œuvre prévue d'ici à 2017 au titre du projet PREPUD2 en cours)</p>	
Renforcer la capacité du pays à lutter contre les risques de catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> • Grande vulnérabilité au changement climatique et aux catastrophes naturelles • Absence de système d'information sur les risques de catastrophe et les mesures d'atténuation • Aucune plateforme actuelle d'évaluation et de communication des risques et de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles 	<p>1.5 Amélioration de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles</p> <p><i>1.5.1 Mise en œuvre de l'approche globale d'évaluation des risques à Djibouti et la plateforme d'évaluation de risques en place</i> Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017)</p> <p>Progrès : non atteint, CARAD a été réalisé mais en attente de la validation du conseil de ministre</p> <p><i>1.5.2 Plateforme de gestion de risques récemment mise en place utilisée pour surveiller la vulnérabilité sectorielle aux risques naturels et aux chocs</i> Référence : Non utilisé (2013),</p> <p>Objectif : Données de risque sectorielles intégrées dans la plateforme par les ministères concernés chaque année (2017)</p> <p>Progrès : Non atteint, Contrat a été résilié pour livrable insatisfaisant. Cet indicateur sera abandonné</p>	<p>Don GFDRR</p> <p>Partenaires : UE, FAO, PAM, PNUD, UNESCO, FNUAP, USAID, OMS</p>

Pilier 2 : Amélioration du climat des affaires			
Améliorer l'efficacité de l'économie par la modernisation et le renforcement des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités limitées pour évaluer la viabilité commerciale de l'énergie géothermique • Viabilité financière faible de l'énergie en dépit de tarifs élevés 	<p>2.1 Amélioration de l'accès à l'électricité à prix abordable grâce à une meilleure capacité d'évaluation de la viabilité commerciale des ressources géothermiques, l'augmentation des raccordements et la réduction des pertes des services publics d'énergie</p> <p><i>2.1.1 Soutien de la Banque à une étude à part entière sur la faisabilité de la production d'énergie géothermique fourni</i> Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017) Progrès : En bonne voie</p> <p><i>2.1.2 Résultats bien testés examinés et certifiés de façon indépendante</i> Référence : Non (2013) Objectif : Oui (2017) Progrès : Non réalisés ; cet indicateur sera abandonné</p> <p><i>2.1.3 Personnes ayant eu accès à l'électricité par raccordement des ménages</i> Référence : 14800 (2013) Objectif : 22800 (2017) Progrès : Réalisés</p> <p><i>2.1.4 Pertes d'électricité réduites grâce à la mise en place de compteurs intelligents (% du total facturé dans la ligne d'alimentation de 20 kv sélectionnée)</i> Référence : 12% (2013) Objectif : 3% (2017) Progrès : Non réalisés; cet indicateur sera abandonné</p>	<p>Projet de production d'énergie géothermique (P127143)</p> <p>Projet d'accès et de diversification de l'énergie (P086379)</p> <p>Partenaires : AFD, BAD, UE, Fonds OPEP pour le développement international</p>
Exploiter les possibilités dans les nouvelles technologies de l'information et de la	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune stratégie en place pour guider le développement du secteur des télécommunications • Faible pénétration des 	<p>2.2 Programme en cours d'élaboration ; résultats escomptés à déterminer dans le rapport d'étape de la SPP</p> <p>Progrès : projet abandonné</p>	

communication (NTIC)	services de téléphonie mobile et Internet <ul style="list-style-type: none"> • Réseau haut débit de faible qualité • Coûts élevés de raccordement et de service 		
Promouvoir une économie diversifiée et compétitive avec le secteur privé comme moteur de croissance	<ul style="list-style-type: none"> • La croissance du secteur privé est freinée par le coût élevé des intrants tels que la main-d'œuvre, l'énergie et les télécommunications • Malgré les coûts de main-d'œuvre élevés, la productivité des travailleurs est faible • Des déficits importants dans presque tous les secteurs de la gouvernance—notamment la transparence et la cohérence des politiques publiques, la justice et la sécurité des biens, ainsi que la lutte contre la corruption et la redevabilité—ont un effet modérateur sur l'investissement • Absence de modèles de financement souples, alternatifs, de moyen à long terme 	<p>2.3 Amélioration du climat d'investissement dans certains domaines</p> <p><i>2.3.1 Procédures de création d'entreprise simplifiées (nombre de jours)</i> Référence : 37 jours (2013) Objectif : 10 jours (2017)</p> <p>Progrès : En bonne voie (le nombre de jours de création d'entreprise a été réduit à 15)</p> <p><i>2.3.2 Nombre de jours qu'il faut à la chambre de commerce pour rendre un jugement dans les litiges commerciaux</i> Référence : 400 (2013) Objectif : 60 jours (2017)</p> <p>Progrès : Non réalisés; cet indicateur sera abandonné</p>	Projet PSD (P146250) Gouvernance AAA (Ex. 2017-2018) Soutien de la SFI à l'amélioration des indicateurs <i>Doing Business</i> Soutien de la SFI pour l'introduction du cadre de crédit-bail Garantie de la MIGA pour le terminal à conteneurs de Doraleh Partenaires : FMI

Annexe 4 : Djibouti et les OMD

OMD	Situation à Djibouti
OMD 1 : Réduire de moitié entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim	Prévalence de l'insuffisance pondérale (enfants de moins de cinq ans) 1989 : 20% 2012 : 29,8%
OMD 2 : D'ici à 2015, fournir à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Taux net d'inscriptions 1990: 27.5% 2011: 59.4% 2015: 64.6% (Source : Indicateurs OMD ONU) 2011: 45% (Source: MENFOP) Taux brut d'inscriptions 2014: Primaire 79% (Source MENFOP)
OMD 3 : Eliminer la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire à tous les niveaux d'ici à 2015	Indice de parité en ce qui concerne les inscriptions / la fréquentation dans l'enseignement primaire et secondaire 2012 : 0,9 (primaire) 2012 : 0,8 (secondaire) 2014 : 0,9 (primaire) 2014 : 0,8 (secondaire)
OMD 4 : Réduire de deux tiers entre 1990 et 2015 le taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans	Taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans 1990: 122 2015: 65.3
OMD 5 : Réduire de trois quarts entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle	Taux de mortalité maternelle 1990 : 517 2010 : 275 2015 : 229 (Source : Indicateurs OMD ONU) 2012: 383 (Source : Enquête sur la santé familiale à Djibouti)
OMD 6 : Avoir arrêté d'ici à 2015 et commencé à inverser la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies majeures	Prévalence du VIH 2012 : 0,1 (hommes) 2012 : 0,3 (femmes) Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans atteints de la fièvre qui reçoivent des antipaludiques 2009 : 1% Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticides 2008/09 : 20%
OMD 7 : Réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes sans accès durable à de l'eau potable et à l'assainissement de base	Pourcentage qui utilise des sources d'eau potable améliorées 1990 : 78% 2014 : 90% Pourcentage utilisant des structures d'assainissement améliorées 1990 : 66% 2015 : 47%

Annexe 5 : Certains résultats des interventions du Groupe Banque mondiale à Djibouti

La Banque soutient Djibouti depuis plus de trente ans dans différents secteurs, dont voici quelques résultats:

Santé, nutrition et population: Trois priorités clés à Djibouti sont la réduction du taux de mortalité maternelle et la lutte contre la malnutrition des enfants. La Banque mondiale est un partenaire clé qui soutient les efforts déployés par Djibouti pour atteindre ces objectifs grâce à une meilleure offre de services de santé de qualité aux populations pauvres et vulnérables. Le projet actuel intitulé « Améliorer les performances du secteur de la santé », financé par l'IDA, couvrant Djibouti-ville et deux régions, a été complété par un financement additionnel de HRITF au cours de l'Année fiscale 2015 et couvre désormais tous les établissements de santé primaires et secondaires dans le pays. Ce projet vise à améliorer l'utilisation de services de soins de santé de qualité pour les programmes de santé maternelle et infantile et de lutte contre les maladies transmissibles ; il a jusqu'ici financé 321,304 consultations externes, 60,189 consultations de santé maternelle et infantile, 21,226 consultations de services préventifs et 33,133 consultations de maladies transmissibles. Le projet s'est en outre lié au projet de Protection sociale pour assurer la durabilité des activités de prévention communautaires et encourager l'utilisation appropriée des services de santé maternelle et infantile au niveau communautaire. Le précédent projet de santé financé par l'IDA, clos en 2010, a potentiellement contribué à une réduction du taux de mortalité maternelle de 546 à 383 décès pour 100,000 naissances vivantes de 2002 à 2012. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est également passé de 124 à 68 décès pour 1,000 naissances vivantes entre 2002 et 2012. Les accouchements médicalisés ont atteint 87% en 2012, contre 40% en 2002, et la proportion d'enfants vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos avant l'âge de 12 mois est passée de 45% en 2002 à 93% en 2012. La prévalence du VIH / sida chez les jeunes femmes enceintes (âgées de 15 à 24 ans) est passée à 1,4% en 2010, contre 2,9% en 2002. Par ailleurs, le nombre total d'agents paramédicaux inscrits à l'Institut supérieur des sciences de la santé est passé à 1,098 étudiants en 2012 contre 515 en 2008.

Protection sociale : La Banque mondiale assiste Djibouti dans la construction d'un système productif de filet de sécurité sociale (FSS). Un projet innovant de FSS offrant des emplois de courte durée dans le cadre de travaux communautaires à forte intensité de main-d'œuvre et soutenant l'amélioration des pratiques nutritionnelles chez les femmes enceintes / allaitantes ainsi que les enfants d'âge préscolaire, constitue la pièce maîtresse de la stratégie de FSS du gouvernement. Le projet, financé par un don du Fonds japonais de développement social et déployé à grande échelle grâce à des fonds du guichet de l'IDA pour la réponse aux crises et un financement complémentaire de celle-ci, a atteint plus de 10,261 femmes et enfants qui ont participé au programme de nutrition et a offert environ 483,375 personnes-jours de possibilités d'emploi à court terme. Ce programme a contribué à la diversification alimentaire et l'amélioration des pratiques en matière de nutrition dans les ménages bénéficiaires et a permis de renforcer l'autonomisation des femmes. Au niveau du projet, un système d'information de gestion intégrée portant sur la nutrition et la composante Allocation conditionnelle a été mis au point pour assurer la mise en œuvre efficace du projet de filet de sécurité sociale à Djibouti. Au niveau national, le projet a permis de mettre en place un meilleur mécanisme de ciblage et aide à mettre au point un registre social qui sera utilisé par plusieurs programmes et intervenants, en créant une base de données contenant les caractéristiques socio-économiques / démographiques et biométriques de la population afin de fournir un identifiant unique aux personnes pour une meilleure prestation de services et d'orienter les ressources vers les plus nécessiteux.

Energie : La Banque a soutenu Djibouti grâce au Projet d'accès et de diversification de l'énergie (PADSE) clos le 31 décembre 2014. Les objectifs de ce projet étaient les suivants : (i) accroître l'accès

des populations défavorisées aux services d'électricité, (ii) améliorer l'efficacité d'Electricité de Djibouti (EDD) grâce à l'exécution d'opérations d'investissement visant à réduire les pertes d'électricité d'EDD et (iii) réduire les effets négatifs de la sécheresse sur le pompage de l'eau dans les zones rurales et urbaines en renforçant la résilience de la fourniture électrique du pays aux catastrophes naturelles par la création de stocks de sécurité en fioul et diesel. La mise en œuvre du projet a permis à 26,796 personnes d'accéder à l'électricité, les infrastructures sociales essentielles ont été électrifiées et 360 lampadaires ont été installés dans les quartiers pauvres de PK12 et Balbala à travers 7,3 km de lignes de distribution primaires (920kV) et 19,7 km de lignes de distribution secondaires (400/220V) ainsi que l'installation de 6 transformateurs (20kV/400V/200V). Ce projet initial a permis à 4% de la population totale d'accéder à l'électricité. Deux financements additionnels ont été accordés (les dons H5740 et H7830) pour la réalisation des objectifs ci-dessus. Le projet a également financé le pilotage des compteurs intelligents, avec le déploiement de 3300 compteurs, ce qui a permis la fourniture de services de meilleure qualité par EDD à ses clients, tout en permettant à l'entreprise de réduire ses pertes, d'accroître sa rentabilité et d'améliorer sa capacité à faire face aux coûts. En outre, une réglementation sur les stocks de sécurité a été promulguée pour assurer la disponibilité du diesel pour les besoins de pompage d'eau supplémentaire des populations rurales pauvres en réponse à l'état de sécheresse prolongée dans le pays. Sur la base de cette réglementation, les stocks de sécurité financés par l'IDA seront utilisés au cours des dix prochaines années pour le pompage de l'eau pendant les trois mois les plus secs de l'année, à savoir juin, juillet et août.

Développement urbain : Avec son engagement qui date de 1984, la Banque mondiale a une longue histoire de soutien du développement urbain à Djibouti. Les projets I et II de réduction de la pauvreté en milieu urbain à Djibouti (PREPUD) sont innovants dans leur double approche : les investissements en infrastructure alliés aux activités sociales et l'appui institutionnel. PREPUD a permis d'accroître les infrastructures socioéconomiques de base grâce à la construction de quatre routes et d'égouts associés, ce qui s'est traduit par une augmentation de 48% du nombre de ménages situés à 50 m des routes revêtues. La construction d'infrastructures a également contribué à la création de plus de 50,000 personnes-jours d'emplois à court terme contre un objectif de 20,000. La communauté bénéficie de la collecte régulière des déchets solides par les camions de la municipalité de Djibouti accessibles sur les routes construites au Q7 dans le cadre du projet. Au Q7, plusieurs structures communautaires ont été construites, notamment un centre de développement communautaire (CDC), un centre de santé, deux terrains de sport et un jardin d'enfants. Un certain nombre de cours d'alphabétisation, de post-alphabétisation et de formation professionnelle ont été fournis au cours de la mise en œuvre du projet. Le projet a également financé l'élaboration du plan directeur urbain de Djibouti-ville et a contribué au développement des capacités du ministère du Logement et du Développement urbain. L'actuel PREPUD II s'inscrit dans le prolongement de DUPREP qui a amorcé le processus de transformation du quartier 7. L'objectif principal est d'améliorer l'accès aux services urbains de base dans le quartier par le soutien à la modernisation des infrastructures, aux capacités institutionnelles et l'engagement des citoyens. PREPUD II a déjà été lancé : (i) le DAOI des routes prévues et des égouts associés a été lancé ; (ii) l'appel à manifestation d'intérêt pour l'étude de restructuration urbaine de Djaga Bouldouq et la supervision des travaux routiers a été lancé et (iii) l'étude urbaine et architecturale de la place centrale Omar Gouled a commencé. Le projet devrait bientôt commencer à montrer des effets positifs sur les habitants et l'environnement urbain du quartier 7.

Développement rural : Le Projet de développement des collectivités rurales et de mobilisation de l'eau (PRODERMO 2012-2017) en cours est le premier projet de développement rural financé par la Banque mondiale à Djibouti. C'est également le premier projet à Djibouti à soutenir les activités de pêche artisanale. Le PRODERMO applique une approche participative innovante à la gestion des ressources hydriques et agro-pastorales, ainsi qu'au développement de la pêche artisanale à petite échelle, où les communautés bénéficiaires jouent un rôle essentiel, avec l'assistance technique du projet. PRODERMO a contribué (i) au renforcement du cadre institutionnel à travers la constitution de 12 comités locaux de pilotage (comprenant au moins deux femmes), 22 associations (dont 12 féminines), 6 associations de pêcheurs et 65 comités de gestion de l'eau ; (ii) à la construction de 31 citernes et 6 réservoirs à ciel ouvert

d'une capacité totale de mobilisation d'eau de 103,000 mètres cubes pour 1,601 ménages et 10,260 têtes de bétail ; (iii) à la mise en réserve de 6,400 ha de zones de pâturage, se traduisant par une augmentation de 28% de la biomasse de pâturage disponible ; (iv) à la sélection de 32 activités génératrices de revenus, (v) à l'organisation de 3,121 jours de formation, dont 1,189 pour les femmes et (vi) à la création de plus de 97,045 personnes-jours de travail temporaire. Plus de 3,750 ménages ont bénéficié de l'eau mobilisée à ce jour et 160 pêcheurs bénéficient de l'appareil frigorifique récemment réhabilité, permettant ainsi une meilleure conservation et une meilleure qualité du poisson.

Non officielle

Annexe 6 : Résultats du sondage d'opinion national

De février à mai 2015, 304 intervenants du GBM à Djibouti ont été invités à donner leur avis sur le travail du GBM dans le pays en participant à un sondage d'opinion national. Un total de 191 intervenants, notamment des représentants du gouvernement, les organisations de la société civile et le secteur privé, ont participé à l'enquête (avec un taux de réponse de 63%).

Les résultats du sondage d'opinion national de 2015 montrent un certain nombre de changements d'attitudes depuis la réalisation du dernier sondage à Djibouti en 2012. Les opinions sur la façon dont le GBM fonctionne sur le terrain se sont améliorées dans un éventail de domaines importants, et les préoccupations concernant des questions de développement spécifiques ont également changé.

- **Contexte général** : les deux tiers des répondants de cette année estiment que leur pays va dans la bonne direction. Les perceptions des principales priorités de développement à Djibouti ont changé depuis 2012. Si la réduction de la pauvreté et l'éducation étaient perçues comme les principales préoccupations des leaders d'opinion en 2012, les résultats de cette année indiquent que les répondants jugent la gouvernance / réforme du secteur public, la santé, la protection sociale et l'emploi comme les priorités de développement les plus importantes du pays.
- **Fonctionnement sur le terrain** : les perceptions de la façon dont le GBM fonctionne sur le terrain dans plusieurs domaines se sont considérablement améliorées depuis 2012. Par exemple, les notes concernant l'inclusion, l'accessibilité, la flexibilité, la réactivité et la préparation du personnel du GBM sont nettement plus élevées cette année. Les opinions sur l'utilité du GBM, l'alignement et le réalisme de son programme se sont également améliorées. Bien que "la lenteur et la complexité" continuent d'être deux des plus grandes faiblesses du GBM, les notes des intervenants concernant la rapidité des décaissements du GBM et ses approbations ont sensiblement augmenté.
- **Résultats et efficacité** : l'efficacité globale du GBM à Djibouti et la mesure dans laquelle le travail du GBM contribue à l'atteinte des résultats de développement dans le pays ont bénéficié cette année de notes beaucoup supérieures à celles de 2012. Par rapport à 2012, la perception de l'efficacité du GBM dans un certain nombre de secteurs s'est également amélioré de manière significative, notamment le genre, la croissance économique, l'emploi, la protection sociale et le développement du secteur privé.
- **Connaissances et services financiers** : les produits / services de connaissances sont apparus comme les instruments de développement les plus efficaces à Djibouti cette année. Les perceptions de la façon dont le GBM répond aux besoins de Djibouti en matière de services de connaissances et la mesure dans laquelle les travaux de connaissances contribuent aux résultats de développement du pays se sont nettement améliorées. Il est à noter cependant que les notes concernant la rapidité des travaux et activités de connaissances du GBM ont diminué de manière significative cette année.
- **Coordination des donateurs** : les résultats de l'enquête suggèrent qu'il y a encore des choses à améliorer de la part du GBM en matière de coordination des donateurs, car la mauvaise coordination des donateurs est perçue comme la deuxième plus grande cause de la lenteur ou de l'échec des réformes menées avec l'aide du GBM à Djibouti.
- **Présence locale** : si la présence locale formelle du GBM semble avoir contribué aux opinions plus positives à son sujet, il est encore demandé au GBM d'accroître sa présence locale dans le pays. La plupart des intervenants interrogés (74%) estiment que le GBM devrait avoir une présence plus locale afin d'être un partenaire au développement encore plus efficace à Djibouti.
- **Communication** : Il est à noter que si les répondants ont dit avoir obtenu la plupart de leurs informations relatives au développement sur la toile et dans les journaux, ils ont indiqué leur préférence de recevoir des informations du GBM à travers des conférences et des séminaires. En 2012, plus de la moitié ont indiqué qu'ils préféreraient recevoir des informations du GBM sur son site.

Annexe 7a : Portefeuille IDA de Djibouti en janvier mars 2016

Intitulé du projet	Source	Date d'approbation	Date de signature	Date d'effet	Date de clôture initiale	Révision de la clôture	Mt net comm (M\$) Mt	Tot décaissé (M\$)	Solde total non décaissé (M\$) Solde*	% non décaissé
Projet de développement communautaire et de mobilisation de l'eau	IDA	06/14/2011	08/25/2011	01/19/2012	05/31/2017	5/31/2017	8.83	6.07	2.35	25.5
Projet de production d'énergie géothermique	IDA	06/05/2013	10/13/2013	07/02/2014	12/31/2018	12/31/2018	6.00	0.03	5.53	91.3
Projet de renforcement des capacités institutionnelles et de gestion du système éducatif	IDA	06/12/2012	08/21/2012	01/15/2013	08/31/2017	8/31/2017	6.00	2.10	3.46	56.7
Projet d'amélioration des performances du secteur de la santé	IDA	04/02/2013	04/21/2013	07/11/2013	12/31/2018	12/31/2018	7.00	3.50	3.10	44.2
Projet de filets sociaux de Sécurité	IDA	06/12/2012	08/21/2012	01/10/2013	09/30/2016	9/30/2018	10.00	5.30	4.60	40.2
Projet de gouvernance pour le développement du secteur privé	IDA	06/23/2014	11/06/2014	03/12/2015	12/31/2019	12/31/2019	2.00	0.23	1.60	79.2
Second projet de réduction de la pauvreté en milieu urbain -PREPUD II	IDA	05/14/2014	07/23/2014	12/19/2014	06/30/2019	6/30/2019	5.60	0.78	4.41	78.7
Total							45.43	18.08	24.31	53.51

* Le solde non décaissé tient compte de la perte de valeur du dollar américain par rapport à la monnaie de référence de l'allocation de l'IDA.

Annexe 7b : Portefeuille djiboutien de fonds d'affectation spéciale (FAS) exécutés par le bénéficiaire et par la Banque en mars 2016

Nom du fonds	Source	Date de mise en vigueur	Date mise en vigueur du décaissement	Date de clôture	Date de fin de décaissement	Mondant du don (M\$)	Total des décaissements	Solde du fonds (M\$)
Soutien du programme PPP (BE)	PPIAF	10/15/2015	8/16/2015	6/30/2016	10/31/2016	0.5	0.03	0.47
Projet d'accès à une éducation de qualité SPN (BE)	EFASE	12/10/2013	12/6/2013	12/31/2017	4/30/2018	0.4	0.21	0.19
Projet d'accès à une éducation de qualité (RE)	EFASE	5/6/2014	4/13/2014	6/30/2017	12/31/2017	3.80	0.5	3.3
Projet de production d'énergie géothermique (RE)	GEFIA	11/25/2014	7/2/2014	12/31/2018	6/30/2019	6.04	0	6.04
Projet d'exploration géothermique (RE)	ESMAP	7/3/2014	7/2/2014	6/30/2018	12/31/2018	1.1	0	1.1
Professionnalisation et renforcement des capacités des marchés publics (RE)	IDF	6/20/2014	4/28/2014	4/28/2017	9/28/2017	0.35	0.07	0.28
Renforcement de la redevabilité pour l'efficacité et la transparence des dépenses publiques (RE)	IDF	7/21/2014	7/17/2014	4/2/2017	9/2/2017	0.33	0.07	0.26
Pilotage des services d'aide juridique aux pauvres à Djibouti (BE)	JSDF	11/12/2014	9/26/2014	9/25/2016	1/25/2017	0.05	0	0.05
Projet d'amélioration des performances du secteur de la santé à Djibouti (RE)	HRBF	8/11/2015	7/27/2015	12/31/2018	6/30/2019	7	0.65	6.35
Djibouti HRITF BE SPN (BE)	HRBF	5/5/2015	4/29/2015	12/31/2018	4/30/2019	0.48	0.1	0.38
Djibouti - Nutrition, santé et épanouissement des jeunes enfants (BE)	SIEF	1/29/2013	1/28/2013	10/31/2016	2/28/2017	0.29	0.23	0.05
Projet Amélioration des moyens de substances des femmes et des jeunes (RE)	JSDF	8/27/2015	8/20/2015	5/20/2019	11/20/2019	2.73	0.4	2.33
Amélioration des moyens de substances des femmes et des jeunes (BE)	JSDF	9/4/2015	5/20/2015	5/20/2019	9/20/2019	0.27	0.01	0.25
Amélioration du bien-être et des opportunités pour les jeunes à Djibouti par la réduction de la consommation de Qat (BE)	MNXTA	4/27/2015	5/1/2015	9/1/2016	1/1/2017	0.36	0.18	0.18
Gestion des risques de catastrophe Phase III	GFDRR	2/28/2014	2/27/2014	6/30/2016	10/31/2016	0.8	0.75	0.05
Total						24.5	3.2	21.28